



Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009



SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
I - LA CRISE SOCIALE AUX ANTILLES EST INTERVENUE SUR FOND DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DEFAVORABLE	4
1 - Un premier semestre 2008 caractérisé par des tensions inflationnistes ayant exacerbé la perception de « vie chère ».....	4
2 - Un ralentissement marqué de l'activité économique au cours de l'année 2008 qui intervient sur fond d'inégalités croissantes dans la distribution des revenus	5
II- LES EFFETS ECONOMIQUES DE LA CRISE SOCIALE AUX ANTILLES : PREMIERS ELEMENTS QUANTIFIES	9
1 - Principales limites de l'exercice et approche adoptée.....	9
2 - Un impact marqué de la crise sociale sur la consommation des ménages au sein des deux géographies	11
3 - La crise sociale aurait également nettement pesé sur la FBCF dans les Antilles françaises	12
4 - Le secteur de la construction ressort comme le secteur le plus marqué par la grève de début 2009 parmi ceux étudiés	14
5 - Le secteur touristique aurait été particulièrement touché par la crise sociale à la Guadeloupe.....	16
6 - Un impact de la crise sociale sur le secteur agricole/agro-alimentaire plus difficile à mettre en évidence à ce stade.....	19
7 - L'enquête de conjoncture de l'IEDOM sur l'ensemble de l'activité marchande confirme l'accélération de la dégradation du climat des affaires au premier trimestre 2009	20
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	22
BIBLIOGRAPHIE	24
ANNEXES	25





INTRODUCTION

La grève générale aux Antilles françaises a débuté à la Guadeloupe le 20 janvier 2009, à l'initiative du LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon, mouvement contre l'exploitation outrancière) et s'est étendue à la Martinique le 5 février 2009 sous l'impulsion du Collectif du 5 février. Elle s'est achevée le 5 mars 2009 à la Guadeloupe, soit après 44 jours de conflit, et le 14 mars 2009 à la Martinique, au 38^e jour de la mobilisation, avec la signature de protocoles d'accord. Les deux principales revendications qui ont cristallisé cette « grève contre la vie chère » étaient d'une part une baisse des prix, jugés abusifs, de certains produits et services de base, comme le carburant, l'alimentation et les tarifs bancaires, d'autre part la revalorisation des bas salaires, avec un relèvement immédiat de 200 euros nets.

Cette grève générale aux Antilles a été d'une ampleur inégalée par rapport aux précédentes crises qu'ont connu les deux DFA (grèves des dockers des ports de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France de 1998 ; grève du port de Jarry de 2004). En effet, elle a paralysé pendant environ un mois et demi la plupart des secteurs d'activité, en particulier, les petits et grands commerces, les hôtels et les industries liées au tourisme, les établissements scolaires et les transports publics (dont les ports et les aéroports). Parallèlement, les stations-services ont été fermées suite à un mouvement des gérants. Elle a été le théâtre de manifestations records (les 29 et 30 janvier, 12 000 à 65 000 personnes, selon les sources, ont manifesté à Pointe-à-Pitre ; le 5 février, 15 000 à 20 000 personnes ont manifesté à Fort-de-France). A la Martinique, le carnaval a été annulé en février, ce qui ne s'était pas produit depuis l'éruption de la montagne Pelée en 1902 ; à la Guadeloupe, il a été très fortement perturbé.

L'objet de cette note est de fournir de premiers éléments quantifiés sur les effets économiques de la crise sociale aux Antilles. Dans une première partie, le contexte économique dans lequel est intervenue cette crise sera rappelé. Dans une seconde partie, les effets économiques de la grève seront traités.



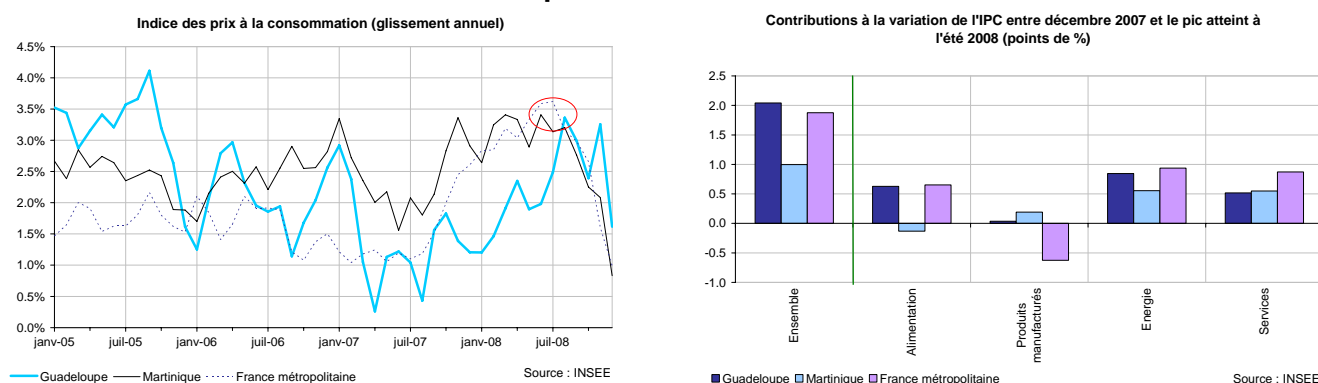
I – LA CRISE SOCIALE AUX ANTILLES EST INTERVENUE SUR FOND DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DEFAVORABLE

1 - Un premier semestre 2008 caractérisé par des tensions inflationnistes ayant exacerbé la perception de « vie chère »

Une remontée de l'inflation au premier semestre 2008... Après deux années consécutives de tendance à la baisse à la Guadeloupe et de relative stabilité à la Martinique, l'inflation s'est mise à progresser durant le premier semestre 2008 pour atteindre un pic au cours de l'été à 3,4 % (respectivement en août et en juin, cf. graphique 1). L'ampleur de la hausse des prix à la Guadeloupe (+2,0% entre décembre 2007 et août 2008) a été proche de celle constatée en France métropolitaine (+1,9 % entre décembre 2007 et le pic atteint en juillet 2008). Elle a été en revanche moins marquée à la Martinique (+1,0 % entre décembre 2007 et juin 2008). Des tensions inflationnistes, en particulier sur les produits alimentaires, étaient en effet apparues dans cette géographie dès le second semestre 2007, suite au passage du cyclone *Dean* en août 2007 (INSEE Antilles-Guyane, 2008).

... principalement tirée par les produits énergétiques et alimentaires, mais aussi par les services. Dans un contexte de tensions mondiales sur les prix du pétrole (le cours du Brent en USD était supérieur de 84 % en juillet 2008 à son niveau moyen enregistré en 2007), les produits énergétiques ont été les principaux contributeurs à la hausse de l'inflation dans les Antilles françaises (contribution à hauteur de 0,8 point à la Guadeloupe et de 0,6 point à la Martinique, cf. graphique 2). Les produits alimentaires ont également tiré l'inflation à la hausse à la Guadeloupe (contribution à hauteur de 0,6 point), dans un contexte de vive progression des prix des matières premières agricoles (l'indice des prix des matières premières alimentaires importées¹ était ainsi supérieur de 31% en juillet 2008 à son niveau moyen enregistré en 2007). A la Martinique en revanche, les prix alimentaires se sont quelque peu assagis durant la première partie de l'année 2008, après les hausses marquées enregistrées en 2007 (cf. cyclone *Dean* cité ci-dessus). Enfin, au sein des deux géographies, les services ont également participé à la progression de l'inflation (contribution à hauteur de 0,5 point).

Graphiques 1 et 2 : Evolution comparée de l'inflation depuis 2005 et contributions comparées à la variation de l'inflation en 2008



Note de lecture graphique 2 : l'IPC a cru de 2,0 % à la Guadeloupe entre décembre 2007 et août 2008 ; l'énergie a contribué à hauteur de 0,8 point à cette hausse, l'alimentation à hauteur de 0,6 point et les services à hauteur de 0,5 point.

Des tensions inflationnistes qui apparaissent au sein de territoires dont le niveau général des prix avait été évalué, au début des années 1990, comme plus élevé que celui observé en France métropolitaine. Selon une étude de l'INSEE Antilles-Guyane (1993), le niveau général des prix était plus élevé en 1992 à la Guadeloupe et à la Martinique qu'en France métropolitaine respectivement d'environ 10 % et 8 %. L'écart ressortait en outre le plus élevé pour l'alimentation (de l'ordre de 28 % à la Guadeloupe et de l'ordre de 23 % à la Martinique)².

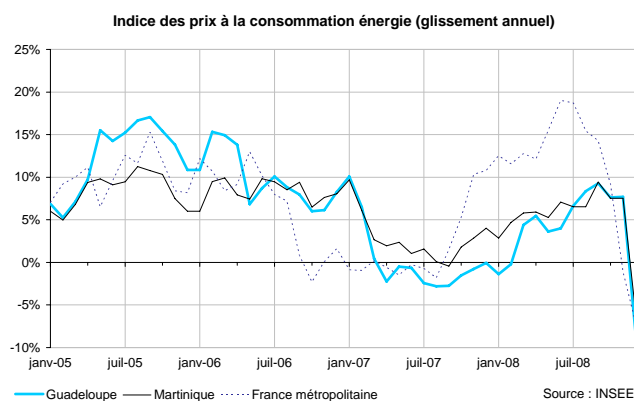
¹ Indice publié par l'INSEE sur le champ France entière.

² Une réactualisation de cette étude est en cours avec une publication des résultats prévue en 2010.



Enfin, alors que l'inflation énergétique a commencé à reculer dès juillet 2008 en France métropolitaine, le mouvement de repli a été plus tardif à la Guadeloupe et à la Martinique, s'enclenchant seulement à partir du mois d'octobre.

Graphique 3 : Inflation énergétique comparée depuis 2005



2 - Un ralentissement marqué de l'activité économique au cours de l'année 2008 qui intervient sur fond d'inégalités croissantes dans la distribution des revenus

- Une forte dégradation de l'activité en 2008 sous l'effet de facteurs internes propres et dans une moindre mesure de la détérioration de la conjoncture mondiale

Selon les comptes économiques rapides, les économies guadeloupéenne et martiniquaise ont enregistré en 2008 leur plus mauvais résultat sur les 15 dernières années. Ainsi, le PIB en volume à la Guadeloupe a progressé de 1,1 % en 2008 après +2,6 % en 2007 ; à la Martinique, il a même reculé de 0,3 % en 2008, après une hausse de 0,9 % en 2007 (cf. graphique 4 et tableau 1).

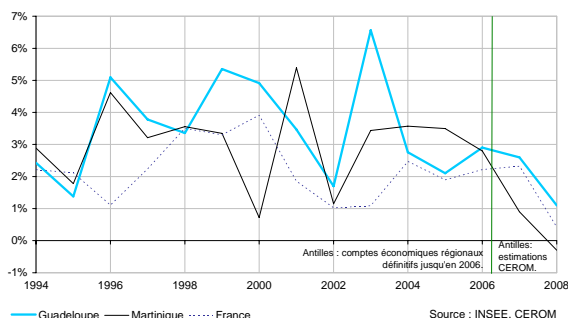
Au sein des deux géographies, c'est la FBCF et, à un moindre degré, la consommation des ménages qui ont principalement contribué au ralentissement de l'activité économique (cf. graphiques 5 et 6). Ainsi, la progression de la FBCF est passée de 4,3 % en 2007 à 2,3 % en 2008 à la Guadeloupe ; à la Martinique, l'investissement a même reculé de 2,5 % (après +5,5 % en 2007), alors qu'il avait été le principal moteur de la croissance depuis 2003 (Moriame et Thioux, 2009). La consommation des ménages a également pénalisé la croissance au sein des deux économies antillaises (seulement +0,8 % à la Guadeloupe ; -0,3 % à la Martinique), dans un contexte d'érosion du pouvoir d'achat des ménages liée aux tensions inflationnistes (cf. section 1) et de dégradation du marché du travail (cf. ci-après).

La consommation publique et le solde extérieur ont en revanche exercé des effets opposés au sein des deux DFA. La Guadeloupe a bénéficié d'une croissance plus vigoureuse de la consommation publique qu'en 2007, qui a permis d'amortir la décélération de l'activité, tandis que la Martinique a vu cette composante de la demande se contracter légèrement (après il est vrai une année 2007 relativement dynamique à près de 3 %). A l'inverse, alors que le solde extérieur a contribué plus négativement à la croissance guadeloupéenne qu'en 2007 (avec notamment un recul des dépenses touristiques), il a moins pénalisé l'activité économique à la Martinique qu'en 2007 grâce à un rebond des exportations en particulier énergétiques et agricoles (cf. reprise post-Dean).



Graphiques 4 à 6 et tableau 1 : Croissance économique et contributions à la croissance dans les Antilles françaises (en volume)

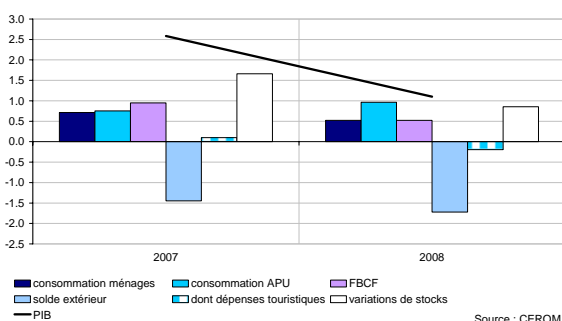
Taux de croissance du PIB en volume



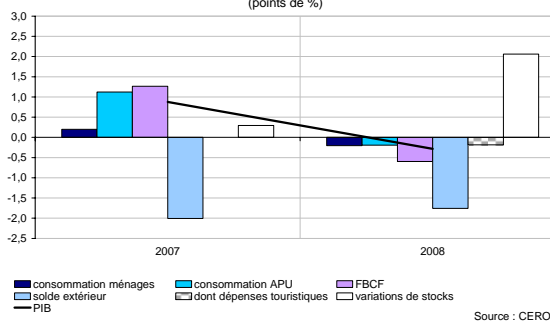
Taux de croissance en volume (%)	Guadeloupe		Martinique	
	2007	2008	2007	2008
PIB	2,6	1,1	0,9	-0,3
importations	4,6	3,6	-0,6	5,4
consommation des ménages	1,1	0,8	0,3	-0,3
consommation des administrations publiques	2,0	2,6	2,9	-0,5
FBCF	4,3	2,3	5,5	-2,5
exportations	-2,7	-12,4	-29,3	4,2
dépenses touristiques	2,5	-5,0	0,0	-5,0

Source : CEROM

Contributions à la croissance du PIB à la Guadeloupe (points de %)



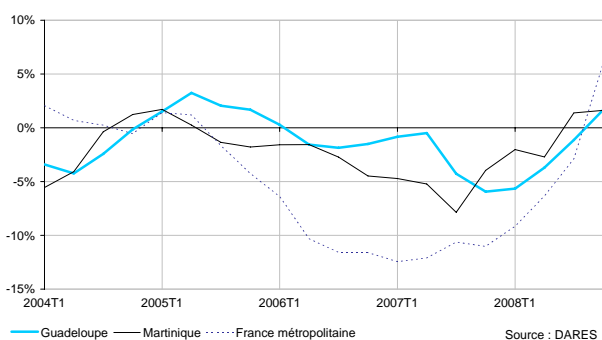
Contributions à la croissance du PIB en volume à la Martinique (points de %)



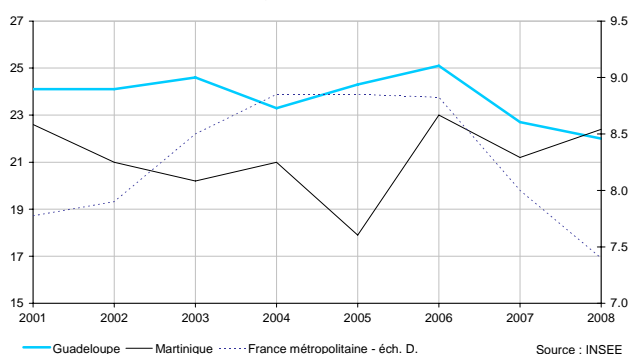
D'autres indicateurs économiques attestent d'une dégradation de la situation économique et sociale dans les Antilles françaises l'année dernière. Le marché du travail a commencé à se dégrader vers la fin de l'année 2008. Ainsi, à partir du quatrième trimestre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi s'est mis à croître à la Guadeloupe (en glissement annuel) après 10 trimestres consécutifs de baisse (cf. graphique 7). A la Martinique, une hausse du nombre de demandeurs d'emploi (en glissement annuel) a été enregistrée dès le troisième trimestre 2008, après 12 trimestres consécutifs de recul. En juin 2008, le taux de chômage martiniquais se situait à 22,4 % contre 21,2 % un an plus tôt (cf. graphique 8).

Graphiques 7 et 8 : Marché du travail jusqu'à fin 2008 dans les Antilles françaises

Demandeurs d'emploi dans les DOM (DEFM A, glissement annuel)



Taux de chômage (en % de la population active)



Des facteurs internes propres expliqueraient en grande partie le ralentissement de la croissance économique en 2008 à la Guadeloupe et à la Martinique. Ainsi, à la Martinique, le moindre dynamisme de la **commande publique**³ a pesé sur le secteur de la construction (cf. IEDOM, 2009a), qui a accusé une baisse importante en 2008 (-2,4% en volume selon les comptes CEROM 2009⁴), contribuant à hauteur d'environ -0,2 point au recul du PIB en volume l'année dernière (ce qui est considérable rapporté à une diminution de ce dernier de 0,3%). A la Guadeloupe, un ralentissement sensible de la commande publique a également été

³ Celle-ci comprend les travaux routiers, les travaux de génie civil et les constructions publiques dont les bâtiments administratifs, les établissements scolaires et infrastructures portuaires et aéroportuaires.

⁴ Cf. Moriame et Thioux, 2009.



enregistré en 2008 (retard au démarrage de grands chantiers tels que celui de la rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre, cf. Moriame, 2009). Conjugué à la **grève des transporteurs de granulats** (qui a engendré des perturbations dans le processus de distribution du ciment), ce ralentissement a contribué au repli de la progression de l'activité du secteur de la construction (cf. IEDOM, 2009b). Ce secteur a néanmoins continué de croître de 2,2 % en volume selon les comptes CEROM 2009 (contre 4,0% en 2007). En outre, à la Martinique comme à la Guadeloupe, les débats autour de la **Loi pour le développement économique de l'outre-mer** (LODEOM) en 2008, et en particulier les incertitudes sur l'évolution des dispositifs de défiscalisation, pourraient avoir favorisé un certain attentisme de la part des investisseurs.

Le ralentissement économique constaté en 2008 dans les Antilles françaises n'est toutefois pas sans lien avec la crise économique et financière mondiale, commencée aux Etats-Unis à l'été 2007 et qui s'est intensifiée à compter de l'été 2008⁵. Bien que les effets de cette crise sur l'activité dans les Antilles françaises soient difficiles à quantifier, il est probable que celle-ci ait contribué au ralentissement de l'activité économique de ces géographies via trois canaux principaux (cf. Worrell, 2009 et FMI, 2008) :

- des tensions sur le coût et l'accès au financement des entreprises et des ménages ;
- une baisse de la fréquentation touristique (en 2008, cette baisse aurait été du même ordre dans les Antilles françaises que dans le reste des Caraïbes)⁶ ;
- plus marginalement⁷, une réduction de la demande mondiale adressée aux produits exportés par la Guadeloupe et la Martinique (principalement, les produits agricoles et agro-alimentaires comme les produits de la filière sucrière et les bananes, et, dans une moindre mesure, certains biens d'équipement ; les produits énergétiques à la Martinique).

Un autre canal plus diffus a pu également contribuer à la contagion de la crise financière mondiale aux économies antillaises : un certain nombre de groupes présents à la Guadeloupe et à la Martinique ont leur siège social en Métropole ou à l'étranger (ceci est particulièrement vrai pour les unités de taille importante comme par exemple Air France, EDF, la Sara ou Texaco à la Martinique ; cf. CEROM, 2007⁸) ; or, les difficultés financières rencontrées par ces entités sur leur marché « domestique » (France métropolitaine, Etats-Unis, etc.) ont pu peser sur les établissements antillais.

- Cette dégradation de l'activité économique en 2008 est intervenue sur fond d'inégalités croissantes dans la distribution des revenus.

Les inégalités dans la distribution des revenus ont augmenté récemment dans les Antilles françaises. Ainsi, selon l'INSEE Antilles-Guyane (2009a), entre 2001 et 2006, la proportion de ménages guadeloupéens et martiniquais vivant sous le seuil de bas revenus (défini comme 60 % du revenu⁹ annuel médian par unité de consommation) s'est accrue de plus de 4 points (pour atteindre près de 18 % à la Guadeloupe et près de 20 % à la Martinique, cf. graphique 9). Ceci signifie que la croissance des revenus observée entre 2001 et 2006 a davantage bénéficié aux ménages situés au-dessus de ce seuil. Cet accroissement des inégalités s'observe également en France métropolitaine, mais de façon moins marquée (+1,2 point entre 2001 et 2006).

⁵ Avec la faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers.

⁶ A la Martinique, le nombre de touristes de séjour (hors croisiéristes et plaisanciers) a reculé de 4,3 % en 2008 par rapport à 2007 (INSEE, 2009) ; dans l'ensemble des Caraïbes, celui-ci a reculé de 5 % au cours du seul second semestre 2008 selon le FMI (2009).

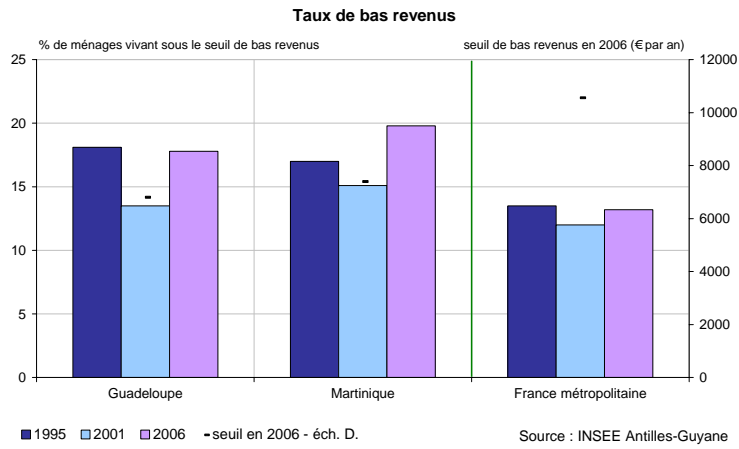
⁷ Les Etats étrangers ont absorbé moins de 15% des exportations guadeloupéennes en 2008 (dont 9,5% à destination de l'Union Européenne hors France), les deux principaux partenaires étant le Portugal et la Pologne (cf. rapport annuel de l'IEDOM Guadeloupe 2008). Le poids des exportations vers d'autres pays que la France (y compris DOM – COM) reste également marginal à la Martinique (inférieur à 10%), avec une concentration vers les partenaires caribéens et l'Amérique du nord (cf. rapport annuel de l'IEDOM Martinique 2008).

⁸ Selon cette étude, on dénombrait en 2000 700 établissements en Martinique regroupant plus de 13 000 salariés dépendant de sièges extérieurs au territoire (le plus fréquemment situés en Ile-de-France). La dépendance de la Martinique est, de ce point de vue, jugée faible par les auteurs par rapport aux autres régions françaises (à l'image des autres DOM et de la Corse). Néanmoins, dans les unités de plus de 50 salariés, plus d'un salarié sur deux était sous le contrôle d'un centre de décision extérieur à la région en 2000.

⁹ Par revenu, il est entendu revenu disponible annuel net (donc après redistribution).



Graphique 9 : Proportion comparée des ménages vivant sous le seuil de bas revenus





II - LES EFFETS ECONOMIQUES DE LA CRISE SOCIALE AUX ANTILLES : PREMIERS ELEMENTS QUANTIFIES

1 - Principales limites de l'exercice et approche adoptée

L'exercice de quantification des effets de la crise sociale présenté ci-après se heurte à trois limites principales. Une première difficulté vient de ce que, dans le cas des DOM, on ne dispose pas de comptes économiques trimestriels. Par conséquent, les effets de la crise ne pourront être mesurés que sur des variables approchées de celles que l'on souhaiterait directement étudier (PIB, consommation des ménages, FBCF, etc.). La seconde difficulté vient de ce que l'on ne dispose pas d'une maquette comptable, qui seule permettrait d'appréhender l'impact économique net global de la crise, en prenant en compte les effets de bouclage entre les différents secteurs de l'économie (cf. possibles effets de substitution). Enfin, une troisième difficulté tient à ce qu'il n'existe pas d'étude d'impact passée qui pourrait servir de référence. Les deux précédents conflits d'importance dans les Antilles (grève des dockers du port de Jarry à la Guadeloupe entre la mi-octobre et la mi-décembre 2004 et grèves des dockers des ports de Fort-de-France et de Pointe-à-Pitre en 1998) n'ont pas alors fait l'objet d'études d'impact économique¹⁰. En outre, la grève des transports de novembre-décembre 1995 en France métropolitaine, dont l'impact total a été estimé par l'INSEE (2007) à -0,2 point du PIB trimestriel, ne peut servir de base de comparaison notamment en raison de son champ plus restreint (grève essentiellement concentrée sur les transports) et des différences de structure entre les économies antillaises et métropolitaine.

Une mesure de l'impact « individuel » de la crise sociale sur quelques variables clés est proposée.

A défaut d'estimer l'impact économique net global de la crise sociale aux Antilles de début 2009, on peut se livrer à une estimation de ses effets sur quelques variables clés prises individuellement. Pour cela, on utilise l'approche adoptée par l'INSEE (2007), où l'effet de la grève sur une variable est mesuré par l'écart entre la variable considérée effectivement observée et une estimation de cette variable qui aurait été potentiellement réalisée en l'absence de grève (cf. encadré ci-après). Il est entendu que de telles estimations devront être prises avec précaution en raison de la possible fragilité du modèle retenu, ainsi que des aléas autres pouvant affectant la variable. En particulier, bien que la crise financière ait affecté l'économie mondiale dès 2008 (le PIB français a reculé à partir du second trimestre 2008), et plus marginalement les économies antillaises (comme évoqué au « I. - 2 ».¹¹), il est possible que les effets de la crise sociale mesurés dans cette étude recouvrent partiellement des effets propres à la crise financière¹². Ce possible biais est néanmoins *a priori* réduit par la forme « auto-régressive » du modèle retenu (en d'autres termes, les économies antillaises ayant commencé à ralentir dès 2008, le changement de « régime » de croissance est déjà mesuré par l'équation). En outre, quelques tests seront menés sur l'économie réunionnaise (non affectée par des mouvements sociaux d'une telle ampleur) à titre comparatif. Ces précautions ayant été prises, les estimations conduites serviront à détecter l'existence ou non d'un effet propre à la crise sociale sur les variables étudiées (avec un ordre de grandeur associé), sans toutefois constituer des mesures fines. Enfin, par définition, dans cette approche, les effets « individuels » mesurés s'entendront « toutes choses égales par ailleurs » (i.e. sans prise en compte des effets de bouclage).

¹⁰ Tout au moins, sait-on que la grève de 2004 des dockers à la Guadeloupe aurait eu un impact relativement limité sur l'ensemble de l'activité économique, avec des répercussions essentiellement sur les importations, en partie compensées par un déstockage important des entreprises (cf. CEROM, 2005).

¹¹ En infra-annuel, l'ICA (indicateur de climat des affaires), construit à partir des principaux soldes d'opinion de la vue d'ensemble de l'enquête de conjoncture menée auprès des chefs d'entreprise du secteur marchand par l'IEDOM, indique une activité perçue défavorablement dès le second trimestre 2008 à la Guadeloupe et à partir du troisième trimestre 2008 à la Martinique.

¹² En France, le plus fort recul du PIB a été enregistré au cours du dernier trimestre 2008 et du premier trimestre 2009.



Le modèle retenu pour tester la significativité et l'impact de la crise sociale sur quelques variables clés

Pour tester la significativité et l'impact « individuel » (i.e. toutes choses égales par ailleurs) de la crise sociale sur une variable donnée (par exemple, les importations de biens de consommation ou le nombre de nuitées hôtelières), on estime un modèle en taux de croissance du type suivant sur données mensuelles :

$$\Delta \log Y_t = \sum a_k . \Delta \log Y_{t-k} + b_1 . I_{janv09} + b_2 . I_{fev09} + b_3 . I_{mars09}$$

où Y_t représente la variable d'intérêt et I_{janv09} , I_{fev09} et I_{mars09} des indicatrices qui prennent la valeur 1 respectivement en janvier, février et mars 2009 (d'autres indicatrices seront par ailleurs introduites selon les géographies pour prendre en compte les grèves passées en 1998 et en 2004, et le cas échéant le cyclone Dean en 2007).

L'estimation des coefficients b_1 , b_2 et b_3 fournit l'impact de la crise sociale sur la croissance de Y_t . La méthode adoptée est donc basée sur une extrapolation de la tendance qui prévalait avant la crise sociale (cf. INSEE, 2007).

L'étude proposée portera sur les variables clés infra annuelles associées aux principales composantes de la demande / principaux secteurs d'activité qui sont habituellement utilisées pour analyser la conjoncture économique de la Guadeloupe et de la Martinique¹³. Afin de mesurer l'impact de la grève des transports de 1995, l'INSEE (2007) distinguait les effets directs de la grève (sur le secteur des transports et énergétiques) des effets indirects (notamment sur la consommation des ménages de produits manufacturés et de services). Dans le cas présent, dans la mesure où l'ensemble des secteurs économiques ont été touchés (notamment transports, distribution, services publics, tourisme, construction), on présentera plutôt les effets de la crise sociale par composante de la demande ou par secteur d'activité selon son importance dans le PIB (cf. tableaux 2 et 3). On se concentrera ainsi principalement sur les variables clés associées à la consommation des ménages, à la FBCF, à la construction¹⁴, au tourisme et au secteur agricole / agro-alimentaire (cf. tableau 4).

Tableaux 2 et 3 : Contributions comparées à la croissance du PIB en valeur par composante de la demande et par branche sur la période 1994-2006 (comptes économiques définitifs)

En valeur (%)	Moyenne 1994-2006			En valeur (%)	Moyenne 1994-2006		
	Guadeloupe	Martinique	France		Guadeloupe	Martinique	France
PIB (croissance)	5.3	4.9	3.8	PIB (croissance)	5.3	4.9	3.8
Contributions à la croissance du PIB				Contributions à la croissance du PIB			
consommation des ménages	3.4	2.5	2.0	agriculture + IAA	0.1	0.1	0.1
consommation des APU	2.1	2.2	0.9	industrie manufacturière	0.2	0.2	0.2
FBCF	0.9	1.2	0.9	énergie	0.0	0.1	0.0
solde extérieur	-1.1	-0.9	-0.1	construction	0.5	0.2	0.2
variations de stocks	-0.2	0.0	0.1	commerce	0.4	0.3	0.3
				transports	0.2	0.1	0.2
				autres services	4.0	3.9	2.7
				<i>dont : éduc, santé et admin</i>	2.9	1.9	0.8

Tableau 4 : Principales variables étudiées¹⁵

Principales variables d'intérêt	Contributions à la croissance du PIB (% du total)*	Principales variables proxy étudiées
Consommation des ménages	58%	Importations de biens de consommation Immatriculations de véhicules de tourisme
FBCF	21%	Importations de biens d'équipement Enquête (question sur l'investissement)
Construction	6%	Ventes de ciment Attestations de conformité sur logements neufs
Tourisme	nd (environ 7% du PIB marchand**)	Nuitées hôtelières Croisiéristes
Secteur agricole / agro-alimentaire	2%	Exportations de bananes Exportations de rhum

* moyenne Guadeloupe + Martinique 1994-2006.

** cf. tableau 5 ci-après.

¹³ Cf. bulletins trimestriels de conjoncture de l'IEDOM.

¹⁴ Le terme de « construction » est à entendre au sens de la comptabilité nationale (secteur EH de la nomenclature NES) ; il regroupe les secteurs du bâtiment et des travaux publics.

¹⁵ Cf. également « Annexes - 1. » où les évolutions comparées des variables d'intérêt et des variables proxy sont présentées.



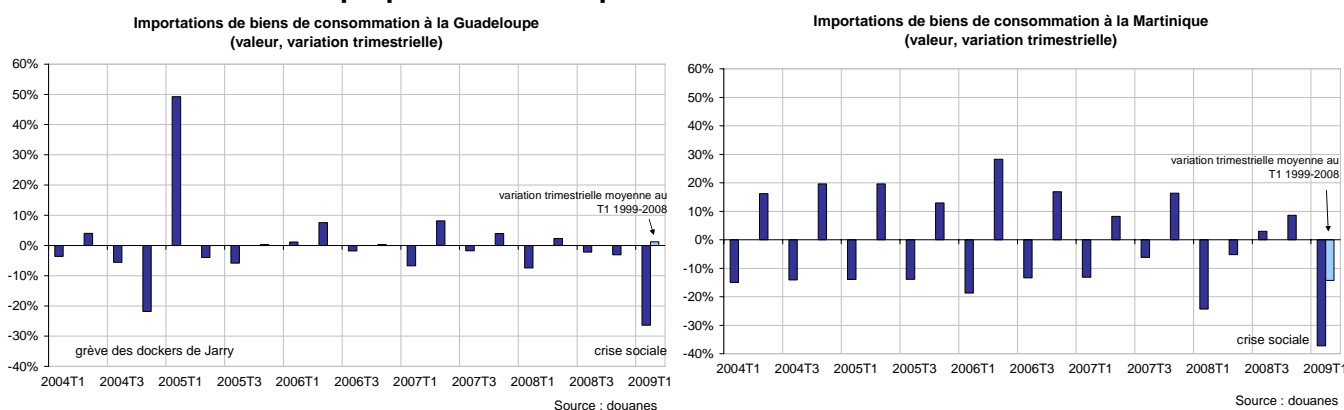
2 - Un impact marqué de la crise sociale sur la consommation des ménages au sein des deux géographies

La consommation des ménages est le principal pilier de la croissance dans les Antilles françaises (comme du reste dans l'ensemble de la France). Ainsi, sur la période 1994-2006, la consommation des ménages a été le premier contributeur à la croissance économique à la Guadeloupe et à la Martinique (cf. tableaux 2 et 4).

Les principaux indicateurs infra annuels disponibles associés à la consommation des ménages ont nettement baissé au premier trimestre 2009 au sein des deux DFA :

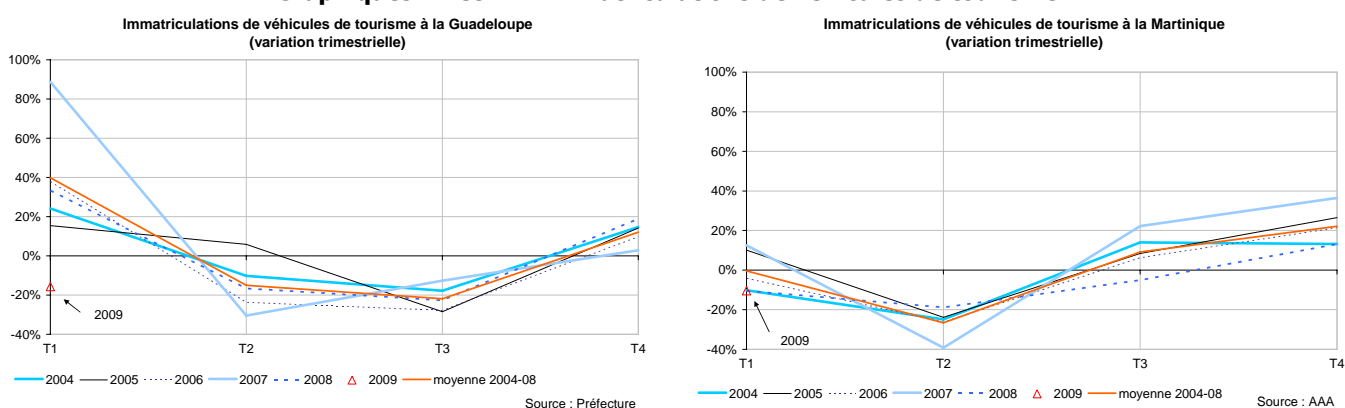
- **les importations de biens de consommation** ont ainsi nettement reculé au premier trimestre 2009 dans les Antilles françaises, s'inscrivant en net retrait par rapport à l'évolution trimestrielle habituellement constatée à cette période de l'année (cf. graphiques 10 et 11). Elles ont en effet baissé de 26 % à la Guadeloupe (contre une variation trimestrielle moyenne de l'ordre de +1% lors d'un premier trimestre sur la période 1999-2008) et de 37 % à la Martinique (contre une variation trimestrielle moyenne « habituelle » de l'ordre de -14 %) ;

Graphiques 10 et 11 : Importations de biens de consommation



- **les immatriculations de véhicules de tourisme** se sont également inscrites en net retrait au premier trimestre 2009 à la Guadeloupe ainsi qu'à la Martinique (respectivement, -16 % et -10 %, cf. graphiques 12 et 13). A la Martinique toutefois, on peut noter que leur évolution a été identique à celle constatée au premier trimestre 2008¹⁶.

Graphiques 12 et 13 : Immatriculations de véhicules de tourisme



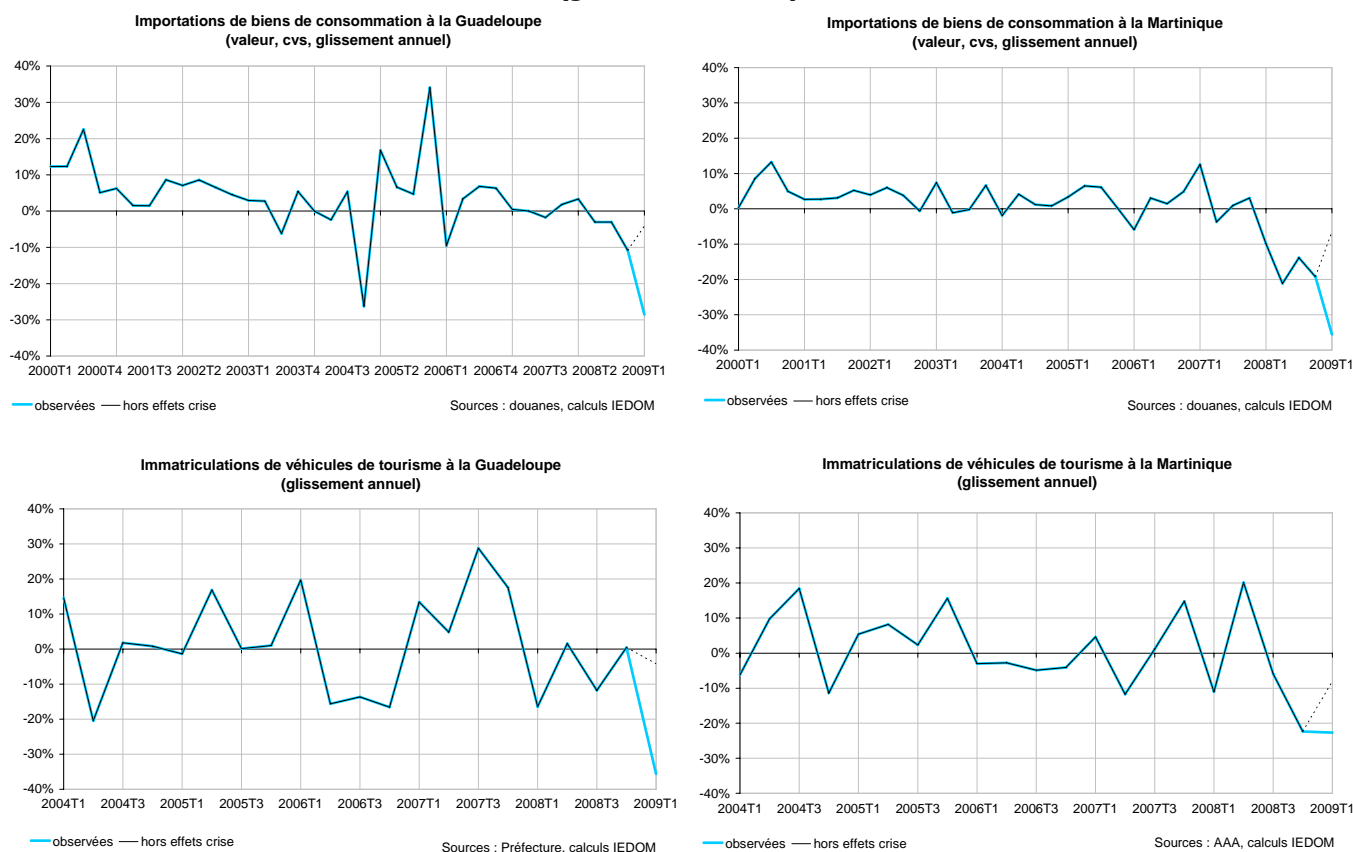
La crise sociale aurait eu un impact significatif et notable sur les indicateurs infra annuels relatifs à la consommation des ménages. On peut ainsi mettre en évidence un impact significatif et important de la crise sociale à la fois sur les importations de biens de consommation et sur les immatriculations de véhicules de

¹⁶ Pour cette variable, on note que la saisonnalité est moins marquée que pour les importations de biens de consommation (à la fois à la Guadeloupe et à la Martinique).



tourisme (cf. graphiques 14 à 17)¹⁷. Pour illustration, les importations de biens de consommation à la Guadeloupe n'auraient reculé « que » d'environ 4 % au premier trimestre 2009 (en glissement annuel) hors effets de la crise sociale et toutes choses égales par ailleurs, alors que la baisse effective a été de -28,5 %. De plus, alors que, pour les importations de biens de consommation, l'impact de la crise sociale ressort de même ampleur au sein des deux DFA, pour les immatriculations de véhicules de tourisme, il serait nettement plus élevé à la Guadeloupe qu'à la Martinique. A titre comparatif, à La Réunion, les indicateurs relatifs à la consommation des ménages ne signalent pas d'effet fixe significatif associé au premier trimestre 2009¹⁸.

Graphiques 14 à 17 : Indicateurs de la consommation des ménages observées et hors effet crise (glissement annuel)



3 - La crise sociale aurait également nettement pesé sur la FBCF dans les Antilles françaises

La FBCF a été le deuxième contributeur à la croissance du PIB dans les Antilles françaises (après la consommation des ménages et des APU). Ainsi, sur la période 1994-2006, elle a contribué en moyenne à hauteur d'environ 1 point par an à la croissance du PIB (cf. tableau 2). En outre, entre 2004 et 2007, elle a été le principal moteur de la croissance martiniquaise.

¹⁷ Cf. « Annexes - 2. » où les équations sont présentées.

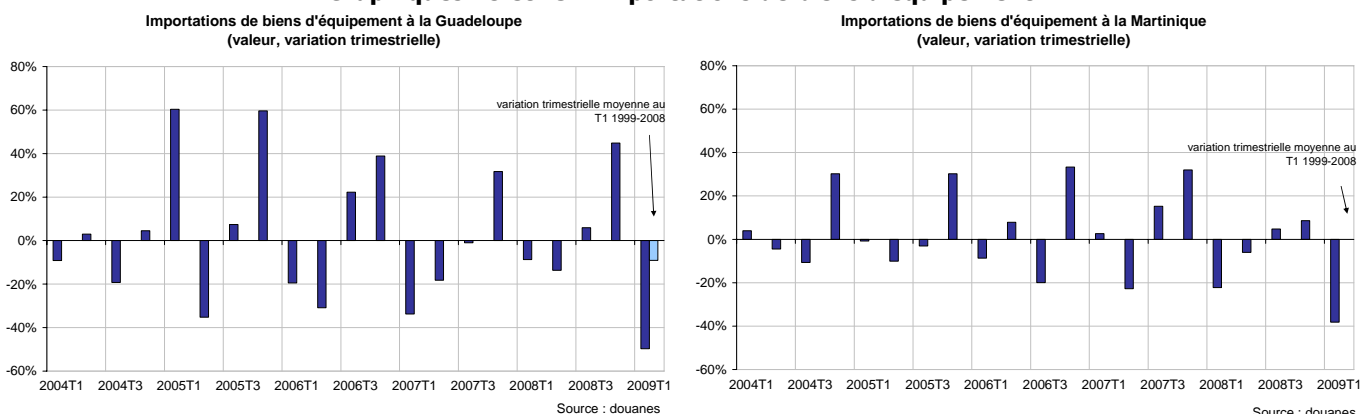
¹⁸ Pour les importations de biens de consommation, un léger effet T1 2009 peut être mis en évidence - indicatrice significative mais avec un coefficient proche de 0 ; pour les immatriculations de véhicules de tourisme, le recul enregistré au T1 2009 est moindre en variation trimestrielle que celui constaté au cours du trimestre précédent et du même ordre de grandeur que l'évolution constatée habituellement - sur la période 2005-2008 - à ce moment de l'année (cf. « Annexes - 9. »).



Les principaux indicateurs infra annuels de la FBCF disponibles ont enregistré une évolution nettement défavorable au premier trimestre 2009 :

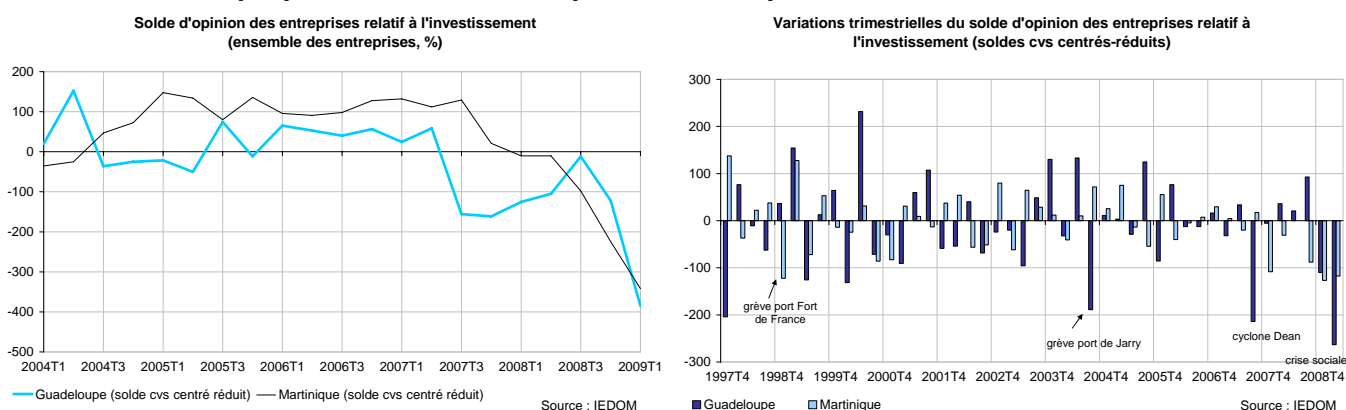
- **les importations de biens d'équipement** ont ainsi reculé au premier trimestre 2009 de 50% à la Guadeloupe par rapport au trimestre précédent (cf. graphique 18), ce qui constitue le plus fort recul trimestriel depuis le troisième trimestre 1998 (grève du port de Pointe-à-Pitre d'août-septembre 1998). De même, à la Martinique, elles ont enregistré une baisse de près de 40 % en variation trimestrielle (cf. graphique 19), ce qui représente le plus fort recul trimestriel enregistré au cours des dix dernières années ;

Graphiques 18 et 19 : Importations de biens d'équipement



- **le solde d'opinion de l'ensemble des entreprises du secteur marchand relatif à l'investissement** s'est également inscrit en net recul au premier trimestre 2009 au sein des deux DFA (cf. graphique 20). Ce recul a été plus marqué à la Guadeloupe qu'à la Martinique (cf. graphique 21). En outre, la baisse observée à la Guadeloupe correspond à la plus forte enregistrée depuis plus de dix ans, devant notamment la diminution observée au troisième trimestre 2007 (cyclone *Dean*) et au troisième trimestre 2004 (grève du port de Jarry). A la Martinique en revanche, la baisse, quoique substantielle, est légèrement moins marquée que celle constatée au cours du trimestre précédent (2008 T4) et lors de la grève du port de Fort-de-France (1998 T4)¹⁹ ;

Graphiques 20 et 21 : Solde d'opinion des entreprises relatif à l'investissement



NB : afin de permettre la comparaison, les soldes d'opinion sont centrés (sur leur moyenne) et réduits (sur leur écart-type) sur la période 1998T1-2009T1 et exprimés en centièmes de points d'écart-type.

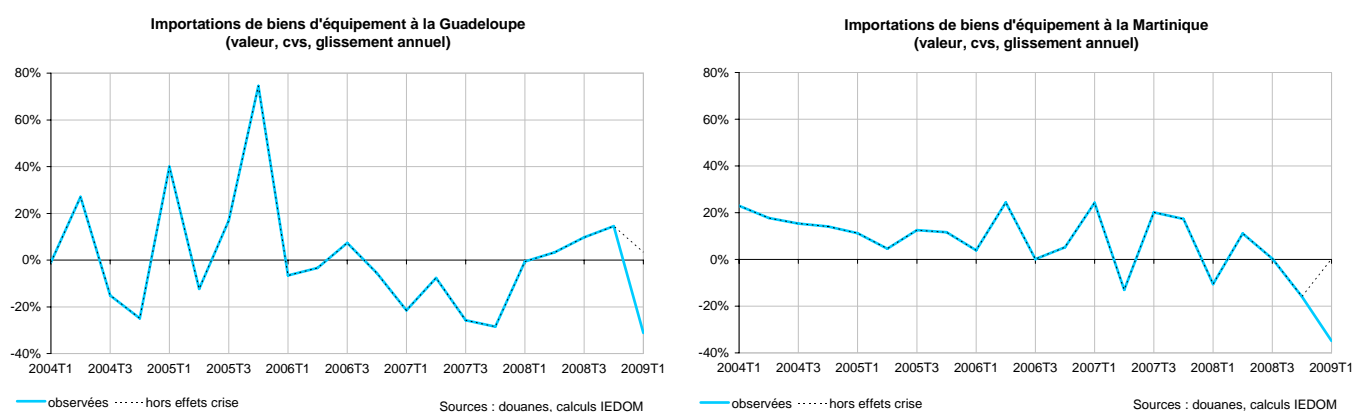
¹⁹ Ces évolutions comparées doivent toutefois être considérées avec prudence dans la mesure où la grève est venue elle-même perturber la production de données. Ainsi, le taux de réponse de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM pour la Guadeloupe et la Martinique est ressorti inférieur au T4 2008 au taux habituellement atteint.



- **les encours de crédit à l'investissement** ont par ailleurs connu un net ralentissement au premier trimestre 2009 au sein des deux géographies ; toutefois, cet indicateur n'a pas été retenu dans le champ de l'analyse en raison de son caractère potentiellement retardé par rapport à l'évolution de la production de crédits nouveaux²⁰.

Un impact significatif et important de la crise sociale sur les indicateurs infra annuels relatifs à la FBCF peut être mis en évidence au sein des deux géographies²¹. L'impact estimé ressort de même amplitude à la Guadeloupe et à la Martinique pour les importations de biens d'équipement. Ainsi, pour exemple, ces importations auraient légèrement progressé à la Guadeloupe au premier trimestre 2009 (en glissement annuel) hors effets de la crise et toutes choses égales par ailleurs, alors qu'une nette baisse a été observée (de l'ordre de -33 %, cf. graphique 22). En revanche, si un effet propre à la crise sociale sur le solde d'opinion des entreprises relatif à la FBCF peut être mis en évidence pour la Guadeloupe, un tel effet ressort plus faiblement pour la Martinique (néanmoins, ces conclusions doivent être prises avec précaution compte tenu des difficultés de collecte de l'information au tournant de l'année 2008, cf. note de bas de page 21). A titre de comparaison, à La Réunion, les indicateurs relatifs à la FBCF ne signalent pas d'effet fixe significatif associé au premier trimestre 2009²².

Graphiques 22 et 23 : Importations de biens d'équipement observées et hors effet crise (glissement annuel)



4 - Le secteur de la construction ressort comme le secteur le plus marqué par la grève de début 2009 parmi ceux étudiés

La construction joue un rôle clé au sein des économies antillaises. Sur la période 1994-2006, ce secteur a contribué en moyenne à hauteur de 0,5 point par an à la croissance guadeloupéenne et à hauteur de 0,2 point par an à celle de la Martinique (cf. tableau 3). En outre, en y ajoutant les services immobiliers, le secteur de la construction au sens large représentait environ 20% de la valeur ajoutée et les deux tiers de la FBCF à la Guadeloupe et à la Martinique en 2006.

Les principaux indicateurs infra annuels disponibles relatifs au secteur de la construction font état d'une nette dégradation de ce secteur d'activité au cours du premier trimestre 2009 :

- **les ventes de ciment** ont ainsi accusé un recul de plus de 37 % à la Guadeloupe par rapport au trimestre précédent et de plus de 41 % à la Martinique (cf. graphiques 24 et 25) ; dans les deux cas, cette évolution constitue le plus fort recul trimestriel enregistré depuis les années 1990. On peut en particulier noter qu'une diminution beaucoup moins prononcée avait été observée au cours des épisodes de grève précédents ;

²⁰ Cf. « Annexes - 3. »

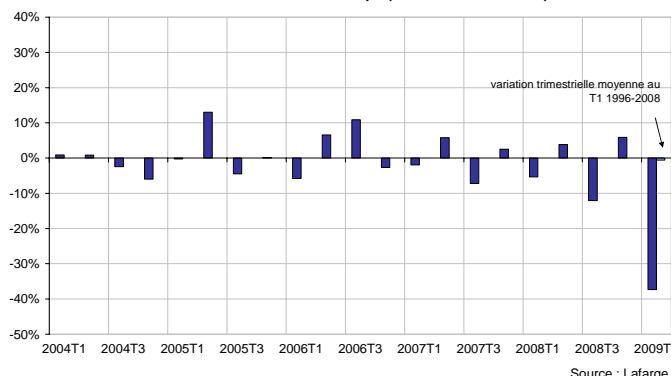
²¹ Cf. « Annexes - 3. » où les équations sont présentées.

²² Un léger effet fixe sur les importations de biens d'équipement est estimé à environ -0,15 contre toutefois -1,0 dans les Antilles ; un recul du solde d'opinion sur l'investissement est observé au premier trimestre 2009, mais nettement moins marqué qu'au cours des deux trimestres précédents et historiquement relativement modéré (cf. « Annexes - 9. »).

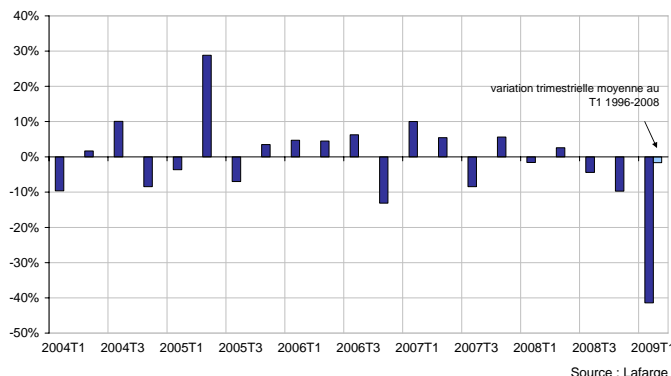


Graphiques 24 et 25 : Ventes de ciment (en vrac)

Ventes de ciment à la Guadeloupe (variation trimestrielle)



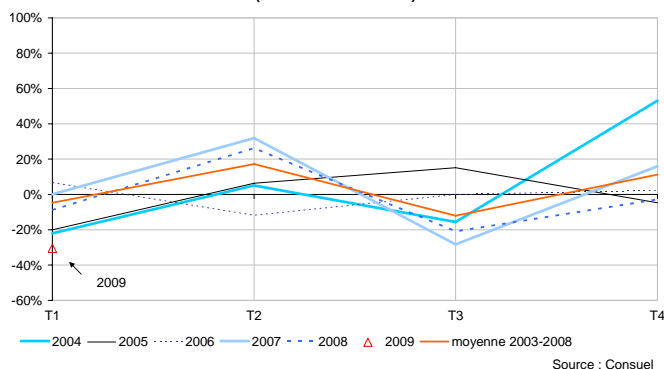
Ventes de ciment à la Martinique (variation trimestrielle)



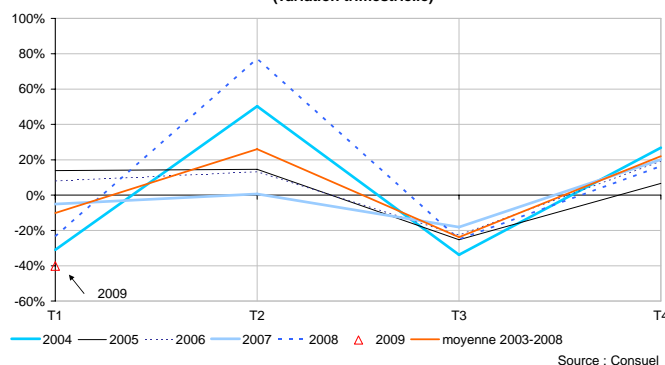
- **les attestations de conformité électrique sur logements neufs** ont également enregistré un recul historiquement élevé au premier trimestre 2009 à la fois à la Guadeloupe (-30 % en variation trimestrielle) et à la Martinique (-40 %), en particulier par rapport à l'évolution habituellement observée à cette période de l'année (cf. graphiques 26 et 27).

Graphiques 26 et 27 : Attestations de conformité sur logements neufs

Attestations de conformité électrique sur logements neufs à la Guadeloupe (variation trimestrielle)



Attestations de conformité électrique sur logements neufs à la Martinique (variation trimestrielle)



Un impact marqué de la crise sociale peut être mis en évidence sur les variables relatives au secteur de la construction à la Guadeloupe et à la Martinique²³. Cet effet ressort particulièrement fort sur les ventes de ciment (cf. graphiques 28 et 29), notamment à la Guadeloupe. Pour illustration, hors effets de la crise et toutes choses égales par ailleurs, les ventes de ciment n'auraient reculé à la Guadeloupe que d'environ 12 % au premier trimestre 2009 (en glissement annuel) contre une baisse effective de plus de 40 %. A titre de comparaison, à La Réunion, aucun effet fixe significatif associé au premier trimestre 2009 ne peut être mis en évidence pour les attestations de conformité électrique sur logements neufs. Un indicateur des ventes de ciment (importations de ciment) ne signifierait par ailleurs pas de baisse au premier trimestre 2009²⁴.

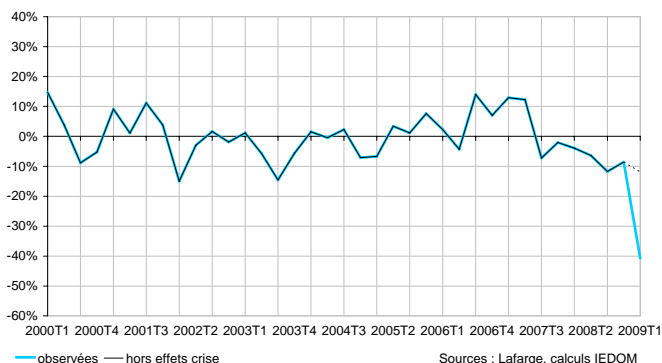
²³ Cf. « Annexes - 4. » où les équations sont présentées.

²⁴ Les ventes de ciment ne sont plus disponibles à La Réunion depuis fin 2008 (cf. « Annexes - 9. »).

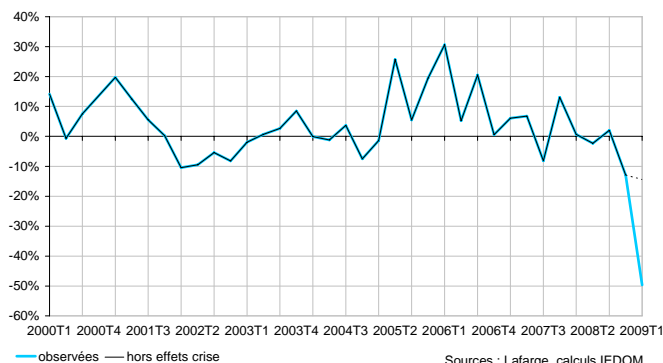


Graphiques 28 à 31 : Ventes de ciment observées et hors effets crise

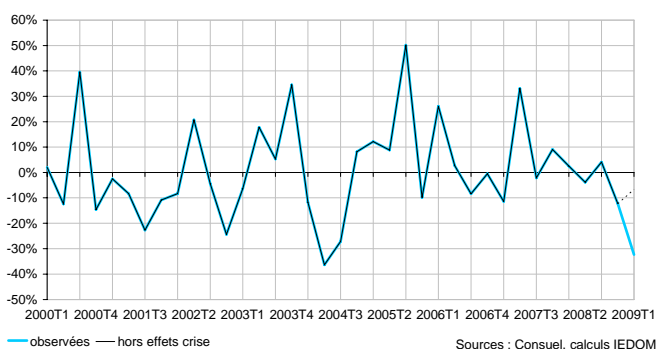
Ventes de ciment à la Guadeloupe (cvs, glissement annuel)



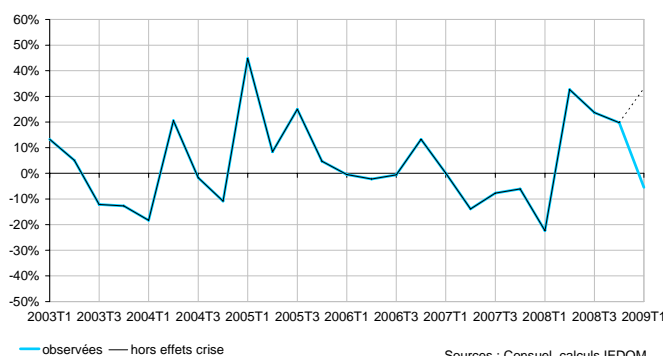
Ventes de ciment à la Martinique (cvs, glissement annuel)



Attestations de conformité électrique sur logements neufs à la Guadeloupe (cvs, glissement annuel)



Attestations de conformité sur logements neufs à la Martinique (cvs, glissement annuel)



5 - Le secteur touristique aurait été particulièrement touché par la crise sociale à la Guadeloupe

Le tourisme constitue un secteur important des économies antillaises. A la Guadeloupe, selon l'INSEE Antilles-Guyane (2007), le tourisme de séjour représentait en 2005 environ 5 % du PIB total et 7 % du PIB marchand (cf. tableau 5). A la Martinique, une étude conjointe INSEE – ARDTM – Université Antilles-Guyane de 2003 chiffrait l'impact du tourisme international²⁵ à 7 % du PIB marchand en 2000²⁶. Par ailleurs, ce secteur employait en 2006 de l'ordre de 5 % des salariés à la fois à la Guadeloupe et à la Martinique (cf. INSEE Antilles-Guyane, 2009b). Enfin, le tourisme représentait en 2006 près de 60 % des exportations de biens et services en valeur de la Guadeloupe et plus d'un tiers de celles de la Martinique. En outre, la grève générale aux Antilles est intervenue à une date particulièrement critique pour le secteur touristique dans la mesure où le premier trimestre correspond à la « haute saison » dans ces géographies (qui s'étale de décembre à avril).

Tableau 5 : Estimations de l'impact économique et sur l'emploi du tourisme

	Guadeloupe	Martinique	France métropolitaine)
Poids du tourisme dans le PIB	4,9% (2005)	~4,2% (2007)	2% (2007)
Poids du tourisme dans la VA marchande	7% (2005)	7% (2000)	
source	INSEE Antilles-Guyane (2007)	INSEE-ARDTM-UAG (2003)	Direction du tourisme (2008)
champ	tourisme de séjour (international)	tourisme international	touristes non-résidents (T2)
type d'effets	effets directs, indirects et induits	effets directs, indirects et induits	effets directs ?
Part du tourisme dans l'emploi salarié	5,4% (2006)	4,8% (2006)	4%* (2007)
source	INSEE Antilles-Guyane (2009b)	INSEE Antilles-Guyane (2009b)	Direction du tourisme (2008)
type d'effets	effets directs	effets directs	effets directs ?

* 842 215 / 23 299 300 (chiffre INSEE).

²⁵ C'est-à-dire hors tourisme interne (des résidents sur le territoire martiniquais).

²⁶ Les estimations faites pour ces deux géographies prennent en compte à la fois les effets économiques directs, indirects et induits du tourisme.



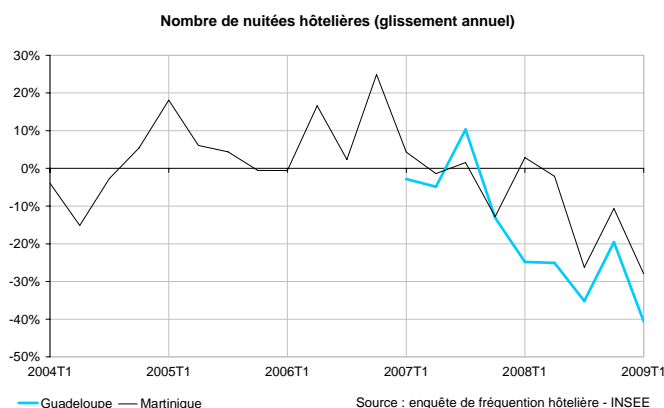
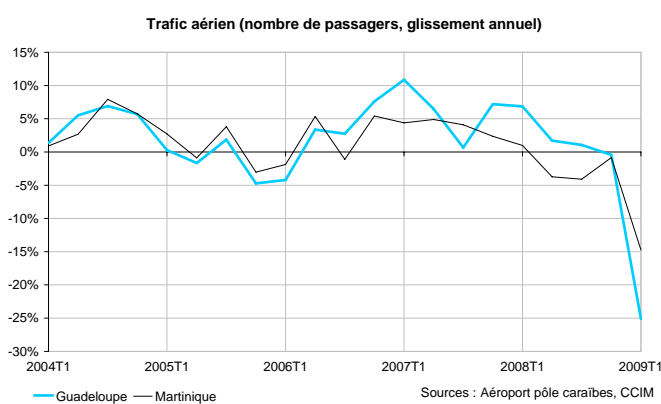
Les principaux indicateurs infra annuels disponibles relatifs au secteur touristique ont fortement reculé au premier trimestre 2009 au sein des deux DFA :

- **le trafic aérien ainsi que le nombre de nuitées hôtelières** se sont inscrits en net retrait au premier trimestre 2009 dans les Antilles françaises, avec toutefois un repli plus marqué à la Guadeloupe. Ainsi, le nombre de passagers était inférieur d'environ 20 % à la Guadeloupe au premier trimestre 2009 par rapport à la moyenne observée à cette période au cours des années 2001-2008, contre de l'ordre de 10 % à la Martinique. De même, le nombre de nuitées hôtelières était inférieur d'environ 50 % à la Guadeloupe contre de l'ordre de 25 % à la Martinique (cf. tableau 6). On note également que, si le trafic aérien a connu un véritable coup d'arrêt au premier trimestre 2009 au sein des deux DFA (-25 % en glissement annuel à la Guadeloupe et -15 % à la Martinique contre une quasi-stabilité au cours du trimestre précédent, cf. graphique 32), le recul du nombre de nuitées hôtelières observé au premier trimestre 2009 s'inscrit dans la tendance baissière constatée au cours des trimestres précédents (cf. graphique 33). A titre de comparaison, à La Réunion, le trafic aérien comme le nombre de nuitées hôtelières, quoiqu'en retrait début 2009, n'ont pas connu d'inflexion notable comme observée lors de la crise du Chikungunya par exemple²⁷ ;
- **le nombre de croisiéristes** a également reculé au sein des deux DFA, avec cette fois un mouvement plus prononcé à la Martinique. Ainsi, le nombre de croisiéristes était inférieur d'environ 30 % à la Guadeloupe au premier trimestre 2009 par rapport à la moyenne observée à cette période au cours des années 2001-2008 contre de l'ordre de 55 % à la Martinique (cf. tableau 6).

Tableau 6 et graphiques 32 et 33 : Indicateurs clés du secteur touristique

	Guadeloupe	Martinique
Trafic aérien (nombre de passagers)		
T1 2009	411 915	374 054
moyenne T1 2001-2008	510 785	426 734
écart	-19%	-12%
Nombre de nuitées hôtelières		
T1 2009	275 000	466 000
moyenne T1 2006-2008	571 000	626 333
écart	-52%	-26%
Nombre de croisiéristes		
T1 2009	66 010	28 319
moyenne T1 2001-2008	94 295	63 990
écart	-30%	-56%

Sources : aéroport pôle caraïbe, CCIM, INSEE, Port autonome de la Guadeloupe, DIRCILEC.

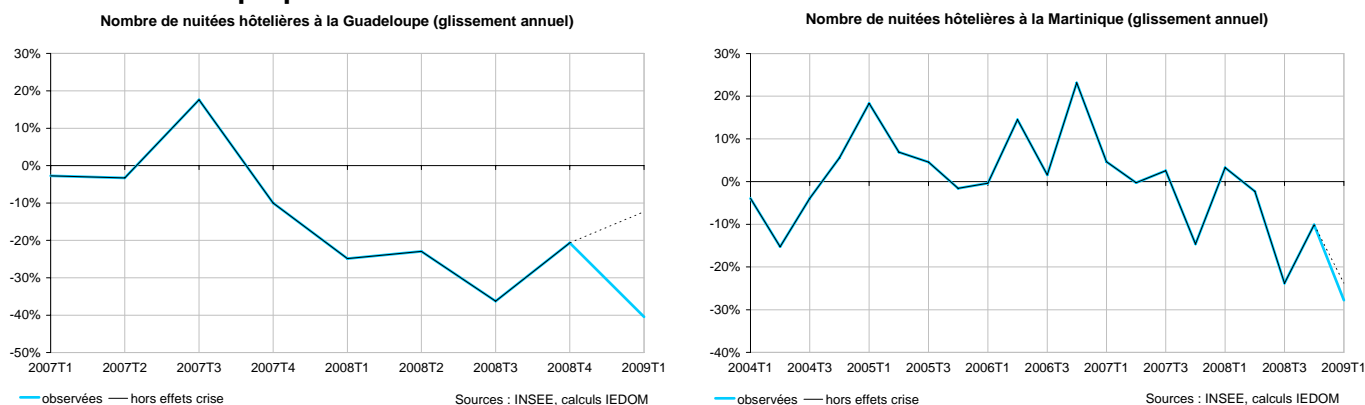


²⁷ Le trafic aérien a certes enregistré un net recul au premier trimestre 2009 en variation trimestrielle (-14,7 %) ; toutefois, le nombre de passagers est ressorti légèrement supérieur (de 4 %) à la moyenne observée à ce moment de l'année sur la période 2001-2008. De plus, la baisse constatée a été beaucoup plus modérée que celle atteinte lors de la crise du Chikungunya (-25,0 % au T1 2006). Le nombre de nuitées hôtelières a également diminué au premier trimestre 2009, comme cela avait été du reste le cas lors du premier trimestre 2008 (environ -18 % en variation trimestrielle) ; cette diminution est également nettement moins marquée que lors de la crise du Chikungunya (-37,5 % ; cf. « Annexes - 9. »).



La crise sociale aurait eu un impact significatif et notable sur le nombre de nuitées hôtelières à la Guadeloupe ; en revanche, à la Martinique, cet impact est plus faible. Ainsi, hors effets de la crise sociale et toutes choses égales par ailleurs, le nombre de nuitées hôtelières aurait été supérieur d'environ un tiers à la Guadeloupe et de seulement 5 % à la Martinique par rapport à ce qui a été effectivement observé (cf. graphiques 34 et 35 et tableau 7)²⁸.

Graphiques 34 et 35 : Nombre de nuitées hôtelières observées et hors effets crise



En reprenant la méthodologie de l'INSEE Antilles-Guyane (2007)²⁹, on peut se livrer à une estimation grossière de l'impact de la crise sociale aux Antilles de début 2009 sur les économies guadeloupéenne et martiniquaise dans le seul secteur du tourisme. Cette estimation repose, comme dans l'INSEE Antilles-Guyane (2007), sur l'hypothèse forte d'une bonne corrélation entre la fréquentation touristique (mesurée par le nombre de nuitées hôtelières et de croisiéristes)³⁰ et les dépenses des non-résidents (non connues en fréquence infra-annuelle). Sous ces hypothèses, on peut estimer que l'impact de la crise sociale aux Antilles lié au tourisme serait de l'ordre de -1,5 % du PIB à la Guadeloupe et de l'ordre de -0,5 % à la Martinique (cf. tableau 7). En d'autres termes, hors prise en compte de l'effet de la crise sociale sur le secteur touristique, le PIB guadeloupéen (respectivement martiniquais) aurait été supérieur d'environ 1,5 point (respectivement 0,5 point), toutes choses égales par ailleurs.

Tableau 7 : Estimation de l'impact de la crise sociale aux Antilles sur le PIB lié au tourisme

	Guadeloupe	Martinique
(1) Estimations effet crise sociale sur journées recensées dont	-30%	-12%
- sur nuitées hôtelières	-31%	-5%
- sur nombre croisiéristes	-30%	-56%
(2) Impact tourisme PIB (estimations INSEE, cf. tableau 5)	5%	4%
(1) x (2) Estimations impact crise sociale PIB lié au tourisme	-1.5%	-0.5%

NB : l'effet de la crise sociale sur le nombre de nuitées hôtelières est estimé (cf. équations présentées dans « Annexes - 5. ») ; en revanche, comme on ne peut pas estimer économétriquement l'impact de la crise sociale sur le nombre de croisiéristes (faible nombre de points + discontinuité), on fait l'hypothèse forte que l'écart entre le nombre de croisiéristes au premier trimestre 2009 et le niveau moyen lors d'un premier trimestre observé entre 2001 et 2008 (cf. tableau 6) est entièrement expliqué par la crise sociale.

²⁸ Cf. « Annexes - 5. » où les équations sont présentées. En revanche, en raison du faible nombre de points disponibles (et de leur discontinuité), on ne peut pas estimer économétriquement l'impact de la crise sociale sur le nombre de croisiéristes.

²⁹ Cf. « Annexes - 6. » pour plus de détails.

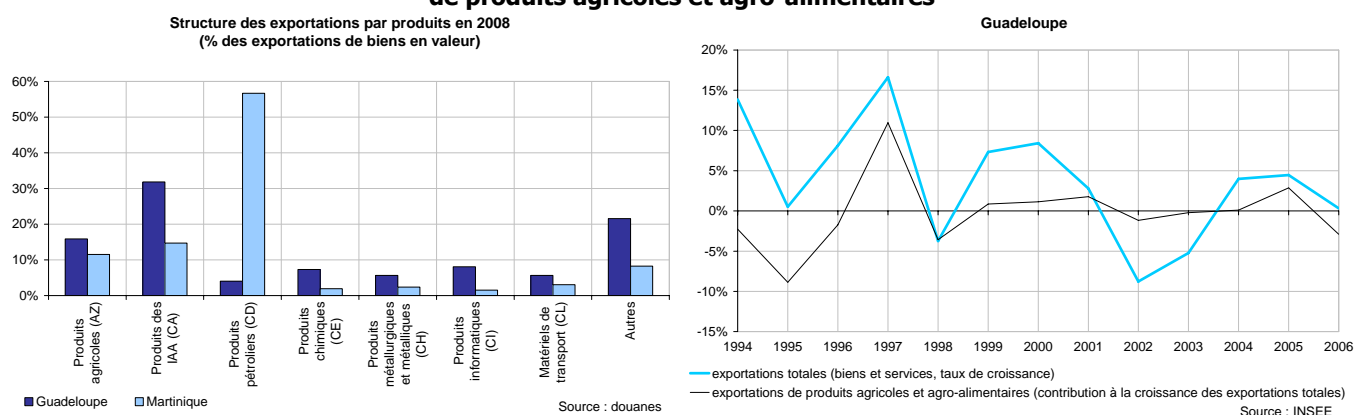
³⁰ En revanche, comme dans l'INSEE Antilles-Guyane (2007), on ignore les autres données d'hébergement (gîtes, famille).



6 - Un impact de la crise sociale sur le secteur agricole / agro-alimentaire plus difficile à mettre en évidence à ce stade

Les secteurs agricole et agro-alimentaire : une contribution à la croissance économique modeste, mais un secteur clé des exportations de biens antillaises. Les secteurs agricole et agro-alimentaire ont contribué en moyenne à hauteur de seulement 0,1 point par an à la progression du PIB des deux DFA depuis 1994 (cf. tableau 3). En outre, en 2006, le secteur agricole n'employait que 2 % des salariés à la Guadeloupe et 4,5 % à la Martinique (même si ces proportions sont supérieures à celle mesurée en France métropolitaine à 1,5 %) ³¹. Toutefois, les produits agricoles et agro-alimentaires constituent des produits phares des exportations de biens antillaises : en 2008, ils représentaient 48 % des exportations de biens en valeur de la Guadeloupe et 26 % de celles de la Martinique (derrière les produits énergétiques pesant près de 50 % du total, cf. graphique 36). En outre, leur évolution est déterminante dans le profil de la croissance des exportations de biens et services à la Guadeloupe (cf. graphique 37).

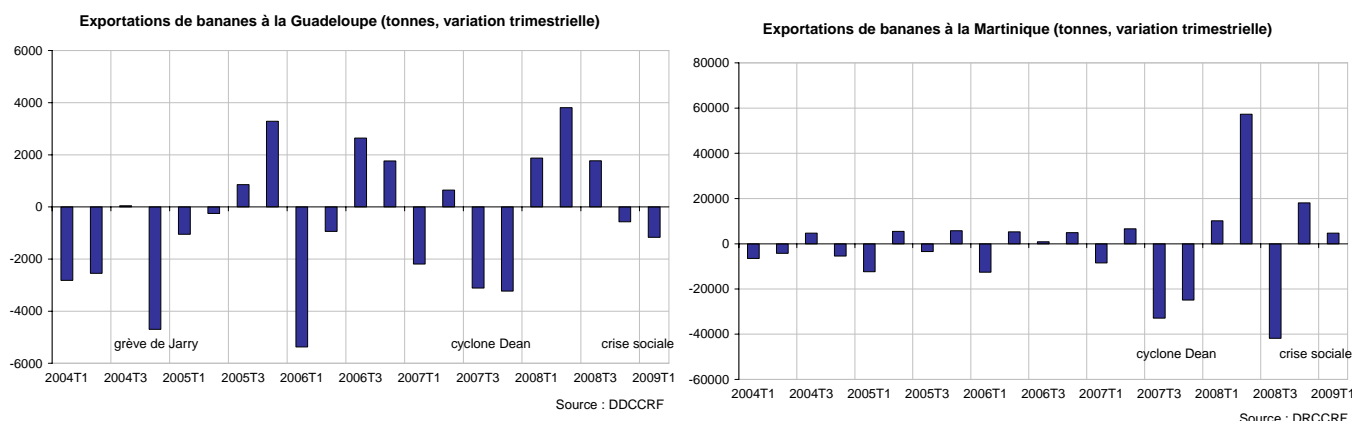
Graphiques 36 et 37 : Structure des exportations de biens et contribution des exportations de produits agricoles et agro-alimentaires



Les principaux indicateurs infra annuels disponibles relatifs au secteur agricole / agro-alimentaire ne font pas état d'une dégradation particulière de ce secteur d'activité au cours du premier trimestre 2009 :

- les **exportations de bananes** ont certes reculé de plus de 9 % à la Guadeloupe par rapport au trimestre précédent ; toutefois, cette baisse est relativement limitée par rapport à celle observée après le passage du cyclone *Dean* (de l'ordre de -30 % en variation trimestrielle en moyenne au troisième et au quatrième trimestres 2007) et à celle enregistrée lors de la grève du port de Jarry (-27 % en variation trimestrielle au quatrième trimestre 2004 ; cf. graphique 38). A la Martinique, les exportations de bananes ont même progressé au premier trimestre 2009 (+11 % par rapport au trimestre précédent), après les fortes évolutions enregistrées depuis la mi-2007 consécutives au passage du cyclone *Dean* (écroulement de la production à compter de la mi-2007, suivi d'une reprise en dents de scie en 2008 ; cf. graphique 39) ;

Graphiques 38 et 39 : Exportations de bananes

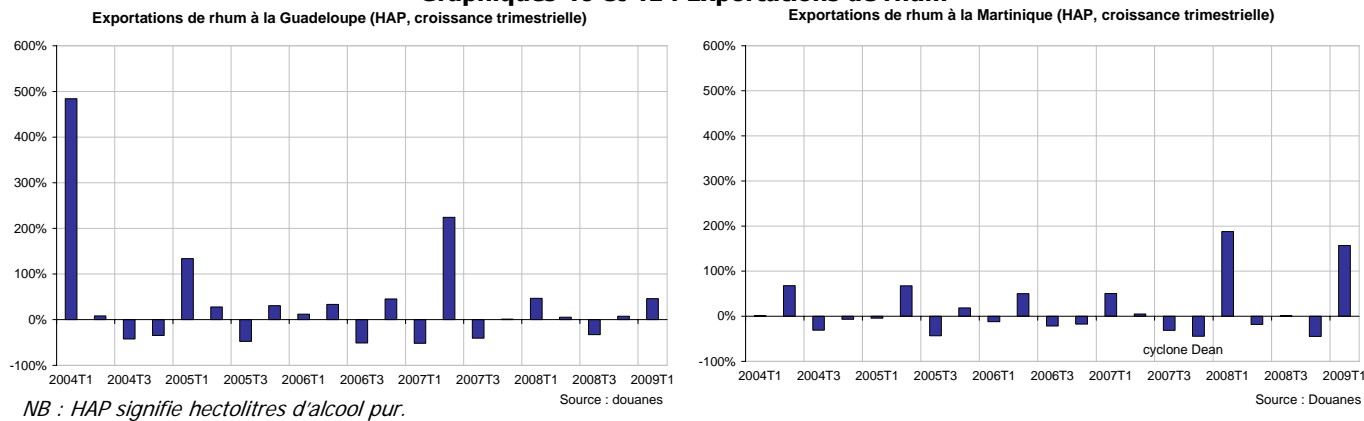


³¹ Pour l'ensemble des DOM, l'INSEE évalue la part des salariés dans les secteurs agricole et agro-alimentaire à 4,5 % en 2007 contre 3,8 % en France métropolitaine.



- les **exportations de rhum** ont, quant à elles, connu une progression marquée au premier trimestre 2009 à la Martinique et, dans une moindre mesure, à la Guadeloupe (cf. graphiques 40 et 41).

Graphiques 40 et 41 : Exportations de rhum



Dès lors, il n'est pas surprenant que **l'on peine à mettre en évidence un impact propre à la crise sociale de début 2009 à la fois sur l'évolution des exportations de bananes et des exportations de rhum** au sein des deux géographies³². Néanmoins, des effets ont pu se faire sentir *a posteriori* : ainsi, par exemple, consécutivement au conflit social, le démarrage de la campagne sucrière a été lancé avec deux mois de retard à la Guadeloupe et avec un mois de retard à la Martinique.

7 - L'enquête de conjoncture de l'IEDOM sur l'ensemble de l'activité marchande confirme l'accélération de la dégradation du climat des affaires au premier trimestre 2009

L'indicateur de climat des affaires (ICA), calculé à partir des principaux soldes d'opinion de l'enquête de conjoncture auprès des entreprises de l'IEDOM³³, a atteint un plus bas historique au premier trimestre 2009 à la fois à la Guadeloupe et à la Martinique (cf. graphique 42). Au sein des deux géographies, le recul de l'ICA en début d'année s'explique principalement par celui de la composante passée (c'est-à-dire par la composante résumant l'information relative aux soldes d'opinion liés au passé³⁴). En outre, si cette composante a plutôt eu tendance à se détériorer depuis début 2008 dans les deux DFA, le recul observé au premier trimestre 2009 a été nettement plus marqué que celui constaté au cours des trimestres précédents (cf. graphique 43). Plus précisément, à la Guadeloupe, ce sont les soldes relatifs à l'activité passée, aux délais de paiements passés et à la trésorerie passée qui expliquent en grande partie la baisse de la composante passée de l'ICA (cf. graphique 44). A la Martinique, ce sont surtout ceux liés à l'activité passée et à la trésorerie passée (cf. graphique 45). A titre de comparaison, à La Réunion, l'ICA comme sa composante passée connaissent certes un recul au premier trimestre 2009, mais d'ampleur bien moindre que celui observé au cours des deux trimestres précédents³⁵.

³² Cf. « Annexes - 7. », où les équations sont présentées.

³³ Cet indicateur, calculé à partir d'une analyse en composante principale, résume l'information contenue dans les principaux soldes d'opinion. En particulier, la composante passée de cet indicateur résume l'information relative aux seuls soldes portant sur le passé (par exemple, activité passée, prix passés, etc.).

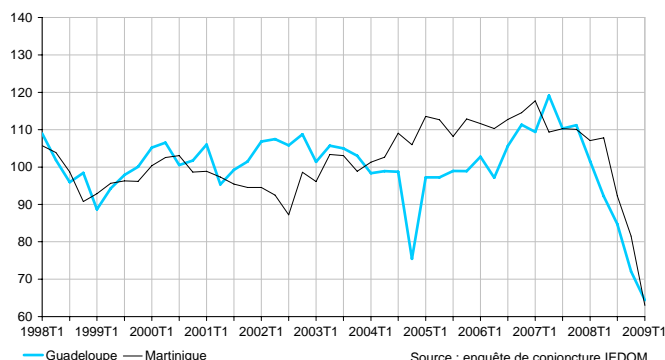
³⁴ Les soldes d'opinion *relatifs au passé* correspondent aux soldes mesurés au cours du trimestre écoulé précédant la collecte de l'enquête. Ceux relatifs au premier trimestre 2009 mesurent bien l'évolution de l'opinion des chefs d'entreprises au cours du trimestre en question.

³⁵ Cf. « Annexes - 9. ».

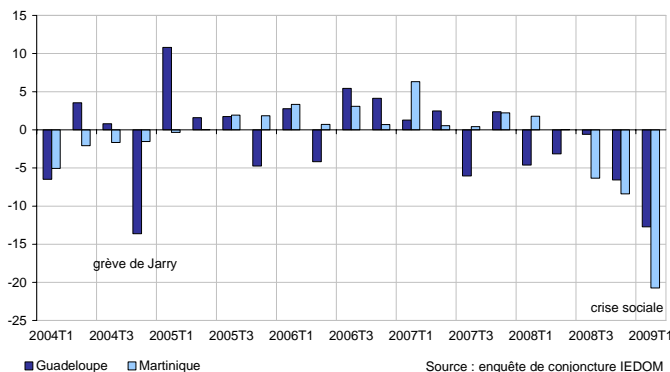


Graphiques 42 à 45 : Enquête de conjoncture de l'IEDOM (« vue d'ensemble »)

Indicateur de climat des affaires (100 = moyenne longue période)



Variations de la composante passée de l'indicateur de climat des affaires

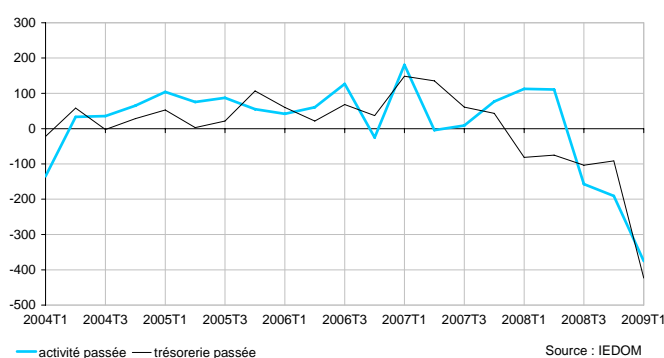


NB : les niveaux comparés ne doivent pas être sur-interprétés dans la mesure où (i) l'ICA n'est pas calculé sur la même période au sein des deux géographies (1997T3-2009T1 à la Guadeloupe et 1994T4-2009T1 à la Martinique) et (ii) où il ne fait pas appel exactement aux mêmes soldes (10 soldes à la Guadeloupe ; 14 soldes à la Martinique).

Soldes d'opinion relatifs au passé à la Guadeloupe (centrés-réduits)



Soldes d'opinion relatifs au passé à la Martinique (centrés-réduits)



NB : afin de permettre la comparaison, les soldes d'opinion sont centrés (sur leur moyenne) et réduits (sur leur écart-type) sur la période 1998T1 – 2009T1 et exprimés en centièmes de points d'écart-type.

Un impact significatif de la crise sur la composante passée de l'ICA au sein des deux DFA peut être mis en évidence³⁶. En outre, comme attendu, l'impact ressort quelque peu supérieur à la Guadeloupe par rapport à la Martinique. Néanmoins, ce résultat est à considérer avec prudence dans la mesure où les propriétés statistiques des modèles obtenus sont relativement médiocres (en particulier, ils peinent à retranscrire la dégradation marquée de l'ICA constatée depuis fin 2007). En outre, comme on l'a déjà évoqué, les difficultés de collecte de l'enquête rencontrées au cours du premier trimestre 2009 (en raison de la crise sociale) fragilisent les soldes de l'enquête mesurés pour le quatrième trimestre 2008. Enfin, on peine à étalonner le PIB marchand sur l'ICA (la principale contrainte vient bien sûr du fait que ce PIB n'est pas disponible en fréquence trimestrielle), ce qui aurait été un moyen d'estimer directement l'impact de la crise sociale sur le PIB.

³⁶ Cf. « Annexes - 8. » où les équations sont présentées.



CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Des résultats qui doivent être pris avec précaution. L'absence de comptes économiques trimestriels, de maquette comptable et d'étude d'impact passée ne permet pas de réaliser une quantification de l'impact net global de la crise sociale robuste. De plus, le possible manque de fiabilité de certaines variables conjoncturelles infra annuelles utilisées, dont la production a elle-même été affectée par la crise (cf. difficultés de relevés des prix évoquées par l'INSEE, relative faiblesse des taux de réponse de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM du quatrième trimestre 2008) fragilise quelque peu l'analyse. Par ailleurs, il faut noter que l'étude ici conduite fournit un éclairage sur l'impact économique contemporain de la crise sociale mais n'augure pas des répercussions négatives à plus long terme que celle-ci pourrait avoir (cf. par exemple, dans le tourisme, « image » des Antilles ; faillite de certaines entreprises). Enfin, *a contrario*, le rôle favorable d'amortisseur joué par le secteur public (via notamment les stabilisateurs automatiques) n'est pas pris en compte.

Ces précautions ayant été rappelées, il est néanmoins possible de dégager plusieurs faits saillants (cf. tableau 8) :

- l'examen de la grande majorité des variables conjoncturelles traitées révèle sans surprise un impact négatif significatif de la crise sociale sur l'activité économique de la Guadeloupe et de la Martinique, avec un pic généralement atteint au mois de février ;
- cet impact serait quelque peu plus marqué à la Guadeloupe qu'à la Martinique, en particulier dans le secteur touristique ;
- le secteur le plus affecté par la crise sociale serait celui de la construction ; les indicateurs relatifs à la FBCF signalent également un effet notable sur son évolution ;
- en revanche, un impact propre à la crise sociale sur le secteur agricole / agro-alimentaire ne peut à ce stade être mis en évidence. Dans ces secteurs, un effet lié au passage du cyclone *Dean* en 2007 (en particulier, sur les exportations de bananes) ressort en revanche nettement, comme on s'y attendait ;
- enfin, l'effet de la crise sociale de début 2009 paraît plus marquant sur les variables étudiées que celui des précédentes grèves (grèves des dockers des ports de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France de 1998 ; grève du port de Jarry de 2004).

Tableau 8 : Synthèse des effets « individuels » de la crise sociale sur les variables étudiées

Principales variables d'intérêt	Principales variables proxy étudiées	Effets estimés de la crise sociale (entre parenthèses, impact, mois significatifs)	
		Guadeloupe	Martinique
Consommation des ménages	Importations de biens de consommation	++ (-0.7 ; janvier-février)	++ (-0.8 ; février)
	Immatriculations de véhicules de tourisme	++ (-0.8 ; janvier-février)	+ (-0.3 ; mars)
FBCF	Importations de biens d'équipement	+++ (-1.0 ; février)	+++ (-1.1 ; janvier-février)
	Enquête (question sur l'investissement)	++ (-0.5)	+ (-0.2)
Tourisme	Nuitées hôtelières	+++ (-0.9 ; février-mars)	+ (-0.2 ; février)
	Croisiéristes	+	++
Construction	Ventes de ciment	++++ (-1.5 ; janvier-février, léger rattrapage mars)	+++ (-1.2 ; février, léger rattrapage mars)
	Attestations de conformité sur logements neufs	++ (-0.5 ; janvier)	+++ (-0.9 ; février-mars)
Secteur agricole / agro-alimentaire	Exportations de bananes	ns	proche de 0
	Exportations de rhum	ns	ns
Total	« Agrégation » + composante passée de l'ICA.	+++ (février)	++ (février)



Enfin, **la résolution de la crise sociale est passée par la conclusion de protocoles d'accords comportant un nombre important de mesures (cf. encadré ci-après), dont les effets sur l'activité économique des Antilles pourraient être significatifs**, mais qui dépassent le cadre de cette note.

Principales mesures adoptées à la suite de la crise sociale aux Antilles début 2009

A la Guadeloupe, le mouvement de grève a débouché sur la signature d'un protocole d'accord le 5 mars 2009 comportant 165 articles et récapitulant les différentes avancées obtenues depuis le 20 janvier 2009. Lui est annexé l'accord « Jacques Bino » signé le 26 février uniquement par les organisations patronales minoritaires. Parmi les nombreux points de cet accord, on compte :

- le versement par l'Etat d'une prime exceptionnelle de solidarité active de 200 euros en avril 2009 aux 51 000 foyers qui perçoivent les plus bas revenus ;
- la création d'un fonds de soutien exceptionnel de 3 M€ au bénéfice des 17 000 allocataires du minimum vieillesse et des 7 000 bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé ;
- la décision du Conseil Général en 2009 d'une diminution de la taxe d'habitation de 9 % et de la taxe sur le foncier bâti de 7 % applicable en 2010 ;
- la baisse des prix des produits de première nécessité dont le carburant, l'eau, les communications, l'électricité et les services bancaires.

L'accord « Jacques Bino » prévoit notamment :

- une augmentation de 200 euros nets pour les salariés du secteur privé jusqu'à 1,4 fois le SMIC ;
- au-delà de ce seuil, des négociations de branche ou d'entreprise s'ouvrant sur la base d'une augmentation minimale de 6 % entre 1,4 et 1,6 fois le SMIC, et de 3 % au-delà.

A la Martinique, les accords signés prévoient une augmentation de 200 euros nets mensuels pour les salariés du secteur privé jusqu'à 1,4 fois le SMIC et une réduction des prix de 20 % sur 400 produits de première nécessité.



BIBLIOGRAPHIE

CEROM, 2007, « Les entreprises de Martinique », *Etudes thématiques*, juin.

CEROM, 2005, « Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2004, coup de frein sur la croissance » *Synthèses de CEROM*, N° 1, septembre.

Direction du tourisme, 2008, « Les comptes du tourisme, compte 2007 », septembre.

IEDOM, 2009a, « L'année 2008 à la Martinique : premier bilan », *Note expresse*, N° 59, avril.

IEDOM, 2009b, « Synthèse de l'année 2008 en Guadeloupe », *Note expresse*, N° 56, mars.

IMF, 2009, « Latin american and caribbean outlook », *Regional Economic Outlook : Western hemisphere - Stronger fundamentals pay off*, May.

IMF, 2008, « Latin american and caribbean outlook », *Regional Economic Outlook : Western hemisphere - Grappling with the Global Financial Crisis*, October.

INSEE, 2009, « Année économique et sociale 2008 en Martinique », *AntianeEco*, N° 71, juin.

INSEE, 2007, « Impact des grèves dans les transports sur l'activité du quatrième trimestre de 2007 », Encadré de la *Note de conjoncture*, juillet.

INSEE, 2000, « La prévision des comptes de la zone euro à partir des enquêtes de conjoncture », *Note de conjoncture*, décembre.

INSEE Antilles-Guyane, 2009a, « Les inégalités aux Antilles Guyane : dix ans d'évolution », mai.

INSEE Antilles-Guyane, 2009b, « L'emploi et la formation liés au tourisme en Guadeloupe : 6 300 emplois salariés liés au tourisme en 2006 », *AntianÉchos*, N° 12, mars.

INSEE Antilles-Guyane, 2008, « Prix à la consommation en Martinique en 2007, plus 2,4% et une flambée des prix au second semestre », *Premiers résultats*, N° 36, octobre.

INSEE Antilles-Guyane, 2007, « Le tourisme en Guadeloupe : impact du tourisme sur l'activité et l'emploi », *Premiers résultats*, N° 9, mars.

INSEE Antilles-Guyane, 1993, « Prix, écarts en baisse avec la métropole », *Antiane Eco*, N° 22, septembre.

INSEE – ARDTM, Université Antilles-Guyane, 2003, « Evaluation de l'impact économique du tourisme international à la Martinique ».

Moriame, E., 2009, « Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2008, premiers signes de crise », CEROM, no. 12, septembre.

Moriame, E. et Thioux, E., 2009, « Les comptes économiques de la Martinique en 2008, coup de frein sur la croissance », CEROM, no. 11, septembre.

Worrell, D., 2009, « The impact of global crisis, the responses of caribbean governments, and the choices available to caribbean business », *Caribbean Centre for Money and Finance*, March.



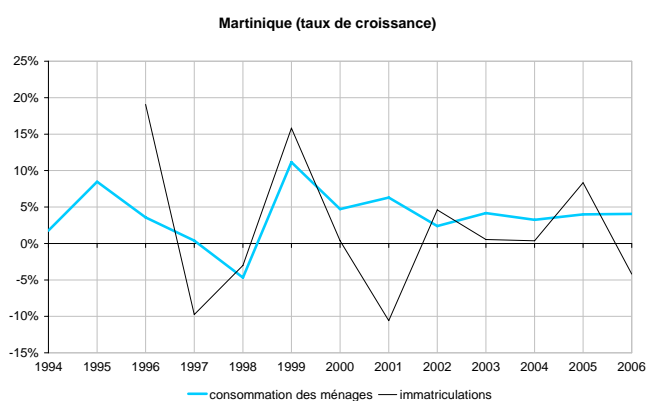
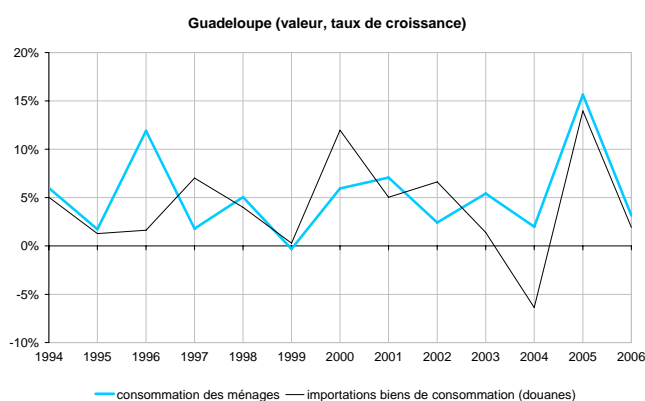
ANNEXES

1 - Principales variables d'intérêt et variables proxy ; stratégie d'estimation

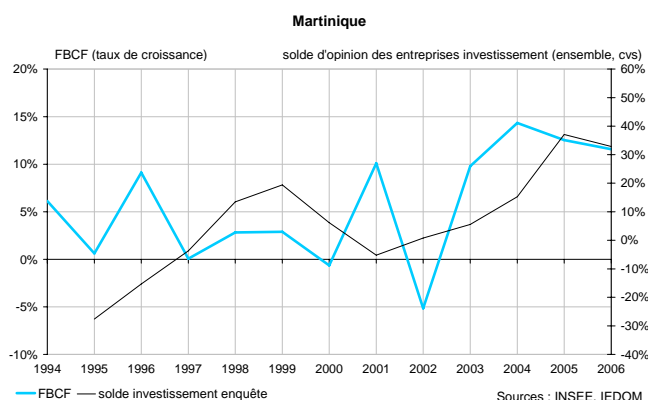
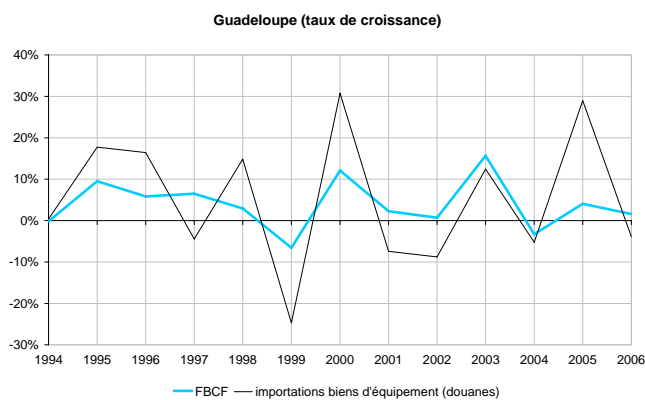
- Principales variables d'intérêt et variables proxy

Principales variables d'intérêt et variables proxy

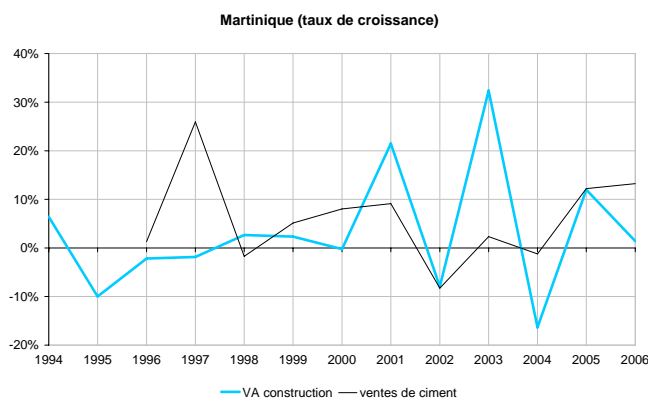
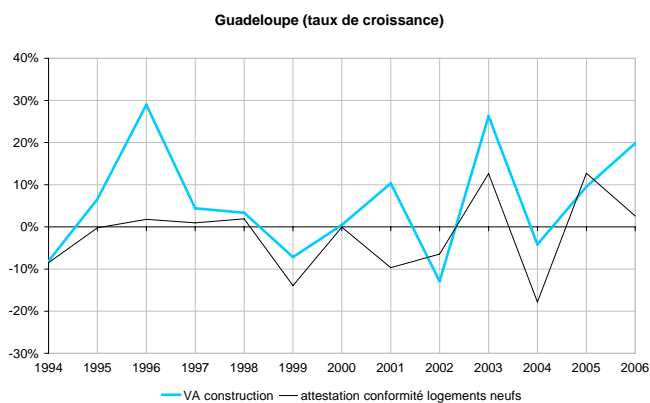
Consommation des ménages



FBCF

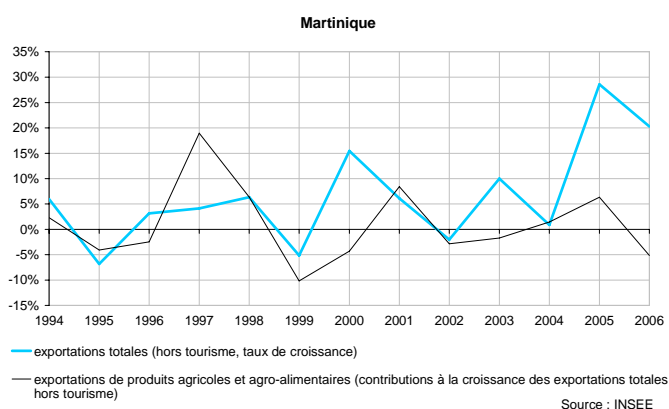
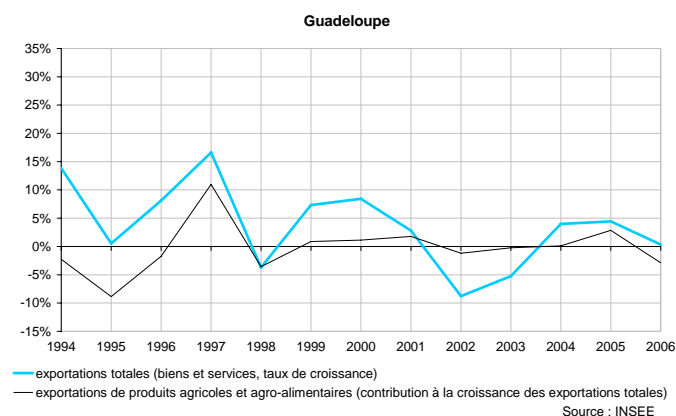


Construction





Agriculture et IAA



Variables étudiées : sources utilisées et périodes disponibles

Variables étudiées	Sources	Périodes disponibles
Importations de biens de consommation	Douanes	1991 M01-2009 M03 (Guadeloupe) ; 1998 M01-2009 M03 (Martinique).
Immatriculations de véhicules de tourisme	Préfecture (Guadeloupe), AAA (Martinique)	2003 M01-2009 M03 (Guadeloupe) ; 1995 M01-2009 M03 (Martinique).
Importations de biens d'équipement	Douanes	1991 M01-2009 M03 (Guadeloupe) ; 1998 M01-2009 M03 (Martinique).
Solde d'opinion des entreprises relatif à l'investissement	IEDOM (enquête trimestriel de conjoncture)	1997 T3 – 2009 T1 (Guadeloupe) ; 1994 T4 – 2009 T1 (Martinique).
Ventes de ciment	Lafarge	1990 M01 – 2009 M03 (Guadeloupe) ; 1995 M01 – 2009 M03 (Martinique).
Attestations de conformité électrique sur logements neufs	Consuel	1992 M01 – 2009 M03 (Guadeloupe) ; 2002 M01 – 2009 M03 (Martinique).
Trafic aérien	Aéroport pôle caraïbes (Guadeloupe), CCIM (Martinique)	2000 M01 – 2009 M03 (Guadeloupe) ; 1995 M01 – 2009 M03 (Martinique).
Nuitées hôtelières	INSEE (enquête hôtellerie)	2006 M01 – 2009 M03 (Guadeloupe) ; 2003 M01 – 2009 M03 (Martinique).
Croisiéristes	Port Autonome de la Guadeloupe, DIRCILEC (Martinique)	2001 M01 – 2009 M03 (Guadeloupe) ; 1994 M01 – 2009 M03 (Martinique).
Exportations de bananes	DDCCRF (Guadeloupe), DRCCRF (Martinique)	1994 M01 – 2009 M03 (Guadeloupe) ; 1993 M01 – 2009 M03 (Martinique).
Exportations de rhum	Douanes	2000 T1 – 2009 T1 (Guadeloupe) ; 1995 T1 – 2009 T1 (Martinique).
Indicateur de climat des affaires	IEDOM (enquête trimestriel de conjoncture)	1997 T3 – 2009 T1 (Guadeloupe) ; 1994 T4 – 2009 T1 (Martinique).

• **Stratégie d'estimation**

Les équations sont estimées une première fois sur la période disponible (jusqu'au mois de mars 2009) afin de mettre en évidence un effet propre à la crise sociale. Les équations ainsi obtenues sont ensuite ré-estimées jusqu'au mois de décembre 2008 (ou au quatrième trimestre 2008)³⁷ ; des simulations dynamiques sont enfin conduites sur la période 2009 M01 – 2009 M03 à partir de ces dernières équations afin de reproduire la trajectoire des variables que l'on aurait obtenue hors effets de la crise sociale.

³⁷ Ceci permet au passage de tester la stabilité des équations estimées.



2 - Equations relatives aux indicateurs de consommation

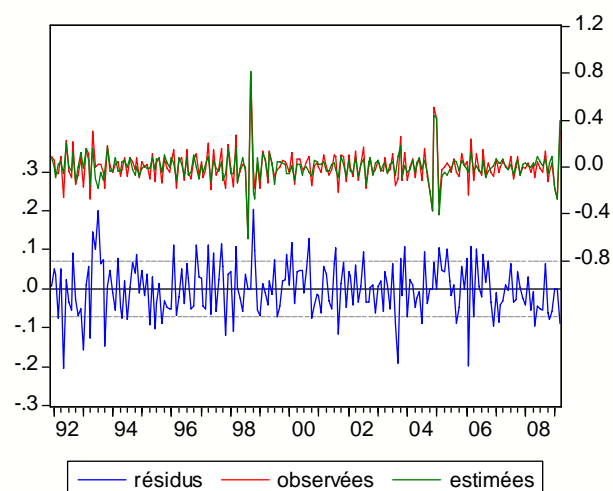
- Importations de biens de consommation

Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 1991 M12 – 2009 M03 (208 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(m_conso_gua)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	2.46
dlog(m_conso_gua(-1))	-0.79	-14.97
dlog(m_conso_gua(-2))	-0.73	-10.69
dlog(m_conso_gua(-3))	-0.47	-5.79
dlog(m_conso_gua(-4))	-0.45	-5.60
dlog(m_conso_gua(-5))	-0.26	-3.28
dlog(m_conso_gua(-6))	-0.14	-2.14
dlog(m_conso_gua(-7))	-0.10	-2.02
dlog(m_conso_gua(-10))	-0.09	-2.45
IAOUT98	-0.63	-8.83
ISEPT98	0.29	3.68
IOCT04	-0.17	-2.44
INOV04	-0.58	-8.04
IJANV05	0.45	5.70
IJANV09	-0.21	-2.89
IFEV09	-0.45	-6.22
R2 ajusté	0.74	
SER	7.1%	
écart-type variable expliquée	13.9%	
DW	2.24	



où m_conso_gua représente les importations de biens de consommation à la Guadeloupe (désaisonnalisées), $laout98$, $lsept98$ deux indicatrices qui prennent la valeur 1 respectivement en août 1998 et en septembre 1998 (grève du port de Pointe-à-Pitre), $loct94$, $lnov94$ et $ljanv95$ trois indicatrices qui prennent la valeur 1 respectivement en octobre 1994, en novembre 1994 et en janvier 1995 (grève des dockers de Jarry).

On voit que les indicatrices pour les mois de janvier 2009 et février 2009 sont significatives (et non celle pour le mois de mars 2009) ; en outre, la valeur cumulée des coefficients associés (-0.7) est de même ampleur que celle des coefficients associés aux indicatrices pour les mois d'octobre 2004 et de novembre 2004 (-0.8).

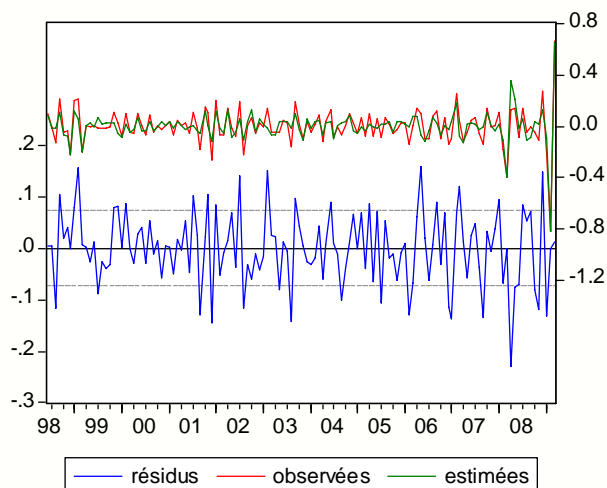


Martinique

L'équation est estimée sur la période 1998 M06 – 2009 M03 (130 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(m_conso_ma)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	1.08
dlog(m_conso_ma(-1))	-0.65	-11.08
dlog(m_conso_ma(-2))	-0.70	-8.98
dlog(m_conso_ma(-3))	-0.26	-3.19
dlog(m_conso_ma(-4))	-0.32	-4.25
IDEC98	-0.27	-3.59
IMARS08	-0.44	-5.93
IFEV09	-0.81	-10.63
R2 ajusté	0.73	
SER	7.4%	
écart-type variable expliquée	14.3%	
DW	2.24	



où m_conso_ma représente les importations de biens de consommation à la Martinique (désaisonnalisées), Idec98 une indicatrice qui prend la valeur 1 en décembre 1998 (grève du port de Fort-de-France) et Imars08 une indicatrice qui prend la valeur 1 en mars 2008.

On voit que seule l'indicatrice pour le mois de février 2009 est significative ; en outre, la valeur du coefficient associé (-0.8) est de même ampleur que celle estimée à la Guadeloupe (-0.7).

• **Immatriculations de véhicules de tourisme**

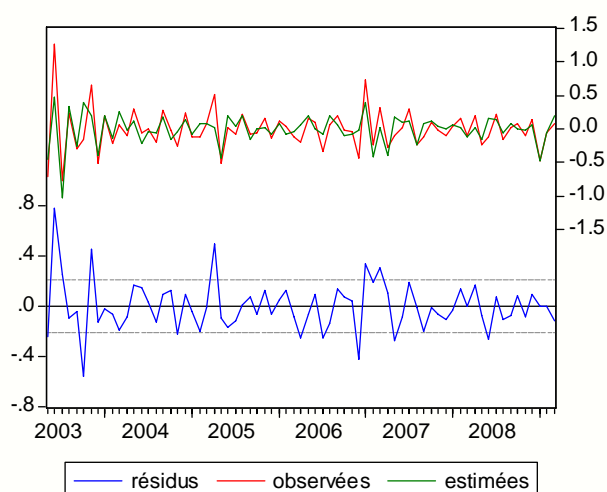
Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 2003 M05 – 2009 M03 (71 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(immat_gua)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	0.23
dlog(immat_gua(-1))	-0.84	-7.42
dlog(immat_gua(-2))	-0.42	-3.04
dlog(immat_gua(-3))	-0.30	-2.79
IJANV09*	-0.37	-1.75
IFEV09	-0.42	-1.95
R2 ajusté	0.53	
SER	20.8%	
écart-type variable expliquée	30.5%	
DW	2.22	

*significative à 10%.



où immat_gua représente les immatriculations de véhicules de tourisme à la Guadeloupe (désaisonnalisées).

On voit que les indicatrices pour les mois de janvier 2009 et février 2009 sont significatives (et non celle pour le mois de mars 2009 ; valeur cumulée des coefficients : -0.8) ; en revanche, on note que les indicatrices pour les mois d'octobre 2004, novembre 2004 et décembre 2004 ne sont pas significatives.



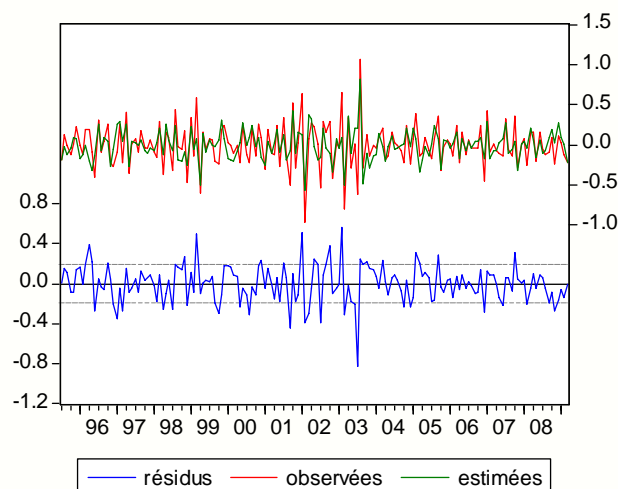
Martinique

L'équation est estimée sur la période 1995 M07 – 2009 M03 (195 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(immat_ma)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.00	0.07
dlog(immat_ma(-1))	-0.95	-12.44
dlog(immat_ma(-2))	-0.79	-7.91
dlog(immat_ma(-3))	-0.65	-6.13
dlog(immat_ma(-4))	-0.48	-4.83
dlog(immat_ma(-5))	-0.27	-3.48
IMARS09*	-0.33	-1.71
R2 ajusté	0.48	
SER	19.1%	
écart-type variable expliquée	26.5%	
DW	2.00	

*significative à 10%.



où immat_ma représente les immatriculations de véhicules de tourisme à la Martinique (désaisonnalisées).

On voit que l'indicatrice pour le mois de mars 2009 n'est significative qu'à 10 % (celle pour le mois de février 2009 n'est pas significative, de même que celle relative à la grève de décembre 1998). L'impact de la crise sociale sur cette variable ressort en outre moins fort (-0.3) qu'à la Guadeloupe (-0.8).

3 - Equations relatives aux indicateurs de FBCF

- Importations de biens d'équipement

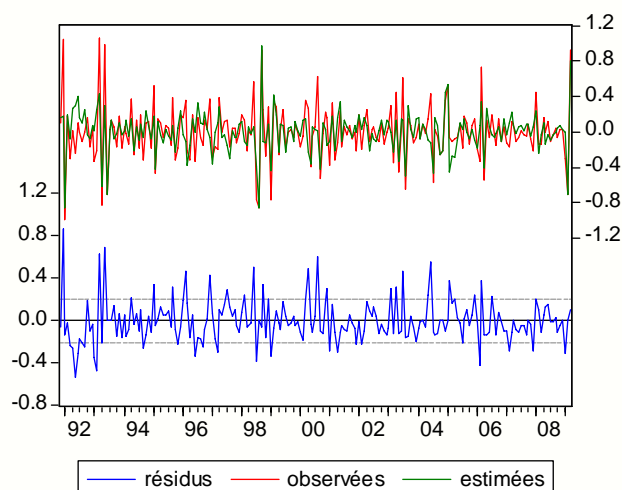
Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 1991 M11 – 2009 M03 (209 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(m equip_gua)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	0.55
dlog(m equip_gua(-1))	-0.87	-14.11
dlog(m equip_gua(-2))	-0.61	-8.20
dlog(m equip_gua(-3))	-0.47	-5.89
dlog(m equip_gua(-4))	-0.40	-5.27
dlog(m equip_gua(-5))	-0.13	-2.06
dlog(m equip_gua(-9))	0.10	1.99
IAOUT98	-1.2	-5.70
IOCT04*	-0.39	-1.82
INOV04	-0.64	-2.98
IJANV05	0.57	2.67
IFEV09	-0.97	-4.63
R2 ajusté	0.53	
SER	20.9%	
écart-type variable expliquée	30.7%	
DW	2.07	

*significative à 10%.



où m equip_gua représente les importations de biens d'équipement à la Guadeloupe (désaisonnalisées).



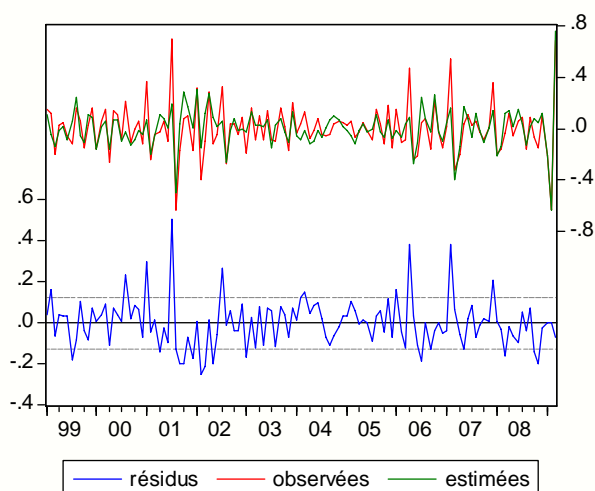
On voit que seule l'indicatrice pour le mois de février est significative (avec toutefois un coefficient élevé, proche de 1, du même ordre que celui relatif à l'indicatrice pour le mois d'août 1998).

Martinique

L'équation est estimée sur la période 1999 M01 – 2009 M03 (123 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(m equip_ma)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	1.28
dlog(m equip_ma(-1))	-0.82	-10.81
dlog(m equip_ma(-2))	-0.78	-7.73
dlog(m equip_ma(-3))	-0.54	-4.60
dlog(m equip_ma(-4))	-0.46	-4.41
dlog(m equip_ma(-5))	-0.39	-4.54
dlog(m equip_ma(-10))	0.16	2.18
dlog(m equip_ma(-11))	0.16	2.22
IJANV09	-0.29	-2.26
IFEV09	-0.83	-6.54
R2 ajusté	0.59	
SER	12.5%	
écart-type variable expliquée	19.5%	
DW	2.03	



où m equip_ma représente les importations de biens d'équipement à la Martinique (désaisonnalisées).

On voit que les indicatrices pour les mois de janvier et de février sont significatives (et non celle relative au mois de mars) ; en outre, l'impact de la crise sociale sur les importations de biens d'équipement ressort du même ordre de grandeur à la Martinique (-1.1) qu'à la Guadeloupe (-1.0).

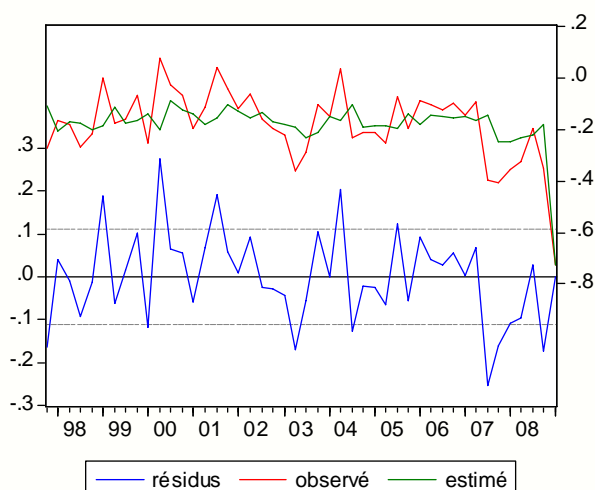
- Solde d'opinion des entreprises (ensemble) relatif à l'investissement (enquête IEDOM)

Guadeloupe

L'équation est estimée sur données trimestrielles sur la période 1997 T4 – 2009 T1 (46 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : solde_invest_gua

Variable	Coefficient	t de Student
constante	-0.12	-4.07
SO_INVEST_GUA(-1)	0.33	2.29
IT109	-0.49	-4.28
R2 ajusté	0.38	
SER	11.0%	
écart-type variable expliquée	14.1%	
DW	1.96	





où $solde_invest_gua$ représente le solde d'opinion des entreprises relatif à l'investissement à la Guadeloupe (désaisonnalisé).

Le pouvoir explicatif de l'équation est relativement faible (R^2 ajusté = 0.38) ; de plus, les résidus sont particulièrement importants en 2000 et en 2007.

On constate que l'indicatrice pour le premier trimestre 2009 est significative (avec un coefficient estimé à -0.5).

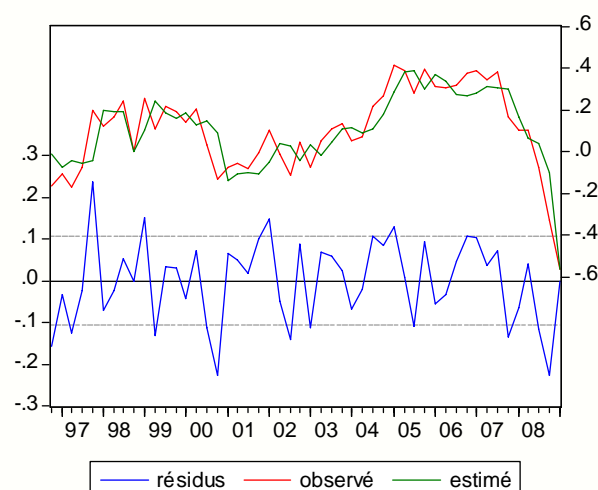
Martinique

L'équation est estimée sur données trimestrielles sur la période 1996 T4 – 2009 T1 (50 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : $solde_invest_mar$

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	0.67
$SO_INVEST_MA(-1)$	0.74	5.10
$SO_INVEST_MA(-2)^*$	0.28	1.81
$SO_INVEST_MA(-8)$	-0.24	-2.59
IT498	-0.28	-2.53
IT109*	-0.22	-1.78
R^2 ajusté	0.73	
SER	10.6%	
écart-type variable expliquée	20.2%	
DW	1.93	

* significative à 10%.



où $solde_invest_ma$ représente le solde d'opinion des entreprises relatif à l'investissement à la Martinique (désaisonnalisé).

On constate que l'indicatrice pour le premier trimestre 2009 est seulement significative à 10 % ; de plus, l'impact de la crise sociale sur le solde relatif à l'investissement ainsi mesuré serait inférieur à la Martinique (-0.2) à celui estimé à la Guadeloupe (-0.5).

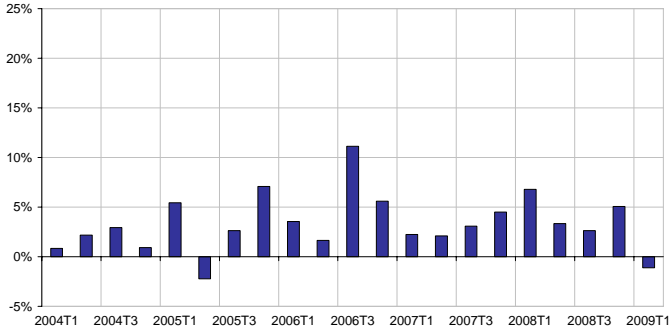
- **Crédits à l'investissement des entreprises**

Un net ralentissement de la progression des *encours* de crédits à l'investissement des entreprises est constaté au premier trimestre 2009 à la Guadeloupe et à la Martinique. Toutefois, cet indicateur n'a pas été retenu dans le champ de l'analyse. En effet, dans le cas de la France, pour laquelle on dispose d'une série de crédits nouveaux (en cumul sur 12 mois glissants), la progression des encours de crédit ressort retardée par rapport à celle des crédits nouveaux.



Crédits à l'investissement

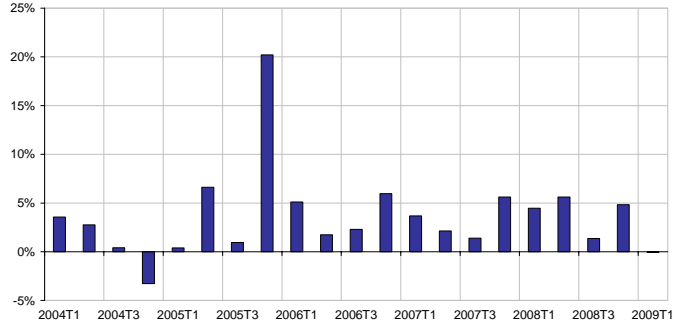
Encours de crédit à l'investissement^{1/} des entreprises à la Guadeloupe (variation trimestrielle)



^{1/} Crédits consentis par les établissements de crédits locaux.

Source : IEDOM

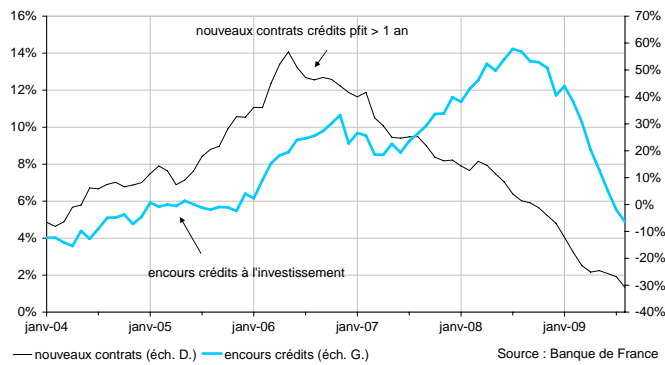
Encours de crédit à l'investissement^{1/} des entreprises à la Martinique (variation trimestrielle)



^{1/} Crédits consentis par les établissements de crédits locaux.

Source : IEDOM

Crédits aux SNF en France (glissement annuel)



Source : Banque de France

4 - Equations relatives aux indicateurs du secteur de la construction

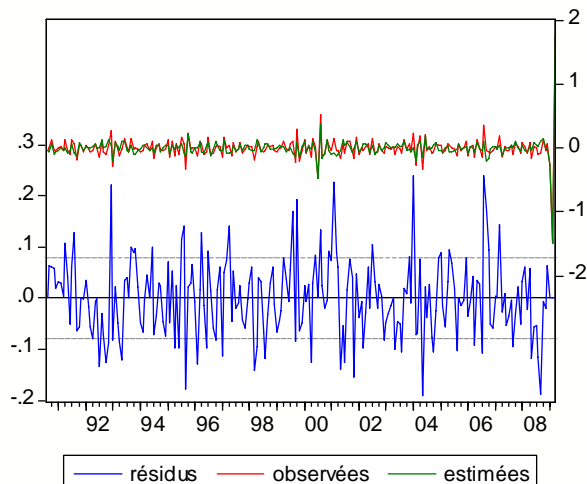
- Ventes de ciment

Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 1990 M08 – 2009 M03 (224 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : $\text{dlog}(\text{ciment_gua})$

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.00	0.04
$\text{dlog}(\text{ciment_gua}(-1))$	-0.84	-13.17
$\text{dlog}(\text{ciment_gua}(-2))$	-0.64	-8.00
$\text{dlog}(\text{ciment_gua}(-3))$	-0.36	-4.08
$\text{dlog}(\text{ciment_gua}(-4))$	-0.38	-4.34
$\text{dlog}(\text{ciment_gua}(-5))$	-0.31	-3.91
$\text{dlog}(\text{ciment_gua}(-6))$	-0.19	-3.11
IJUIL00	-0.39	-4.86
IJANV09	-0.24	-3.06
IFEV09	-1.67	-20.64
IMARS09	0.38	2.86
R2 ajusté	0.83	
SER	7.9%	
écart-type variable expliquée	19.2%	
DW	1.92	





Où ciment_gua représente les ventes de ciment (en vrac) à la Guadeloupe (désaisonnalisées) et ijill00 une indicatrice qui prend la valeur 1 en juillet 2000.

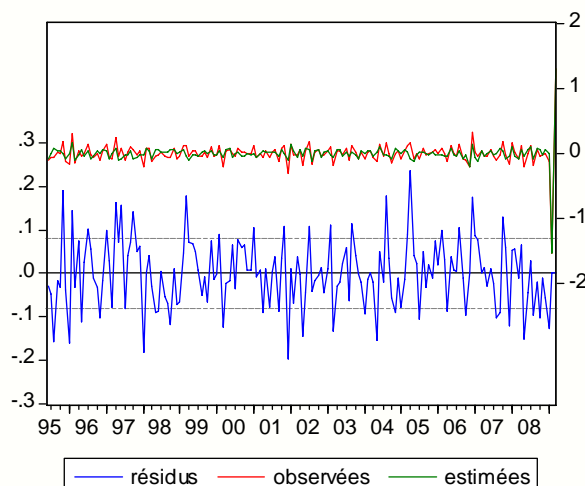
On constate que l'impact de la crise aurait été maximum au mois de février ; en mars 2009 toutefois, un effet de rattrapage partiel aurait eu lieu (au total, l'effet crise sociale sur les ventes de ciment à la Guadeloupe serait de l'ordre de -1.5).

Martinique

L'équation est estimée sur la période 1995 M06 – 2009 M03 (166 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(ciment_ma)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	1.15
dlog(ciment_ma(-1))	-0.54	-7.67
dlog(ciment_ma(-2))	-0.43	-6.21
dlog(ciment_ma(-4))	-0.14	-2.15
INOV06	-0.31	-3.74
IFEV09	-1.61	-19.73
IMARS09	0.43	3.09
R2 ajusté	0.81	
SER	8.1%	
écart-type variable expliquée	18.5%	
DW	1.96	



Où ciment_ma représente les ventes de ciment (en vrac) à la Martinique (désaisonnalisées) et inov06 une indicatrice qui prend la valeur 1 en novembre 2006.

On constate que l'impact de la crise aurait été maximum au mois de février ; en mars 2009 toutefois, un effet de rattrapage partiel aurait eu lieu (au total, l'effet crise sociale sur les ventes de ciment à la Martinique serait de l'ordre de -1.2, relativement proche de l'effet estimé à la Guadeloupe).

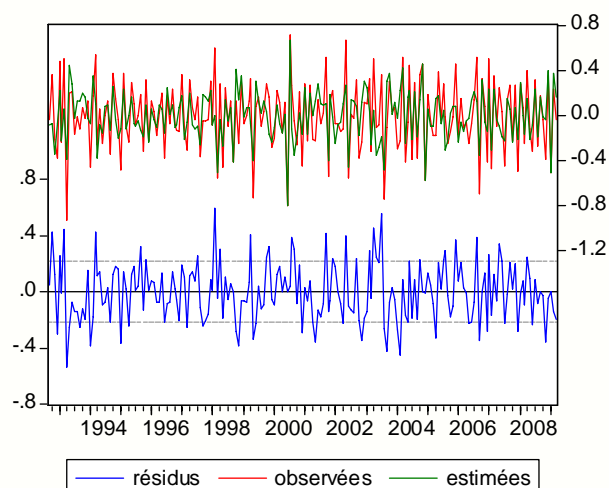
- Attestations de conformité du Consuel

Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 1992 M09 – 2009 M03 (199 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(consuel_gua)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	-0.01	-0.47
dlog(consuel_gua(-1))	-0.86	-12.84
dlog(consuel_gua(-2))	-0.70	-8.10
dlog(consuel_gua(-3))	-0.60	-6.20
dlog(consuel_gua(-4))	-0.53	-5.42
dlog(consuel_gua(-5))	-0.39	-4.07
dlog(consuel_gua(-6))	-0.34	-3.85
dlog(consuel_gua(-7))	-0.24	-3.47
ISEPT98*	-0.40	-1.83
IJUN00	-0.75	-3.43
INOV04	0.54	2.48
IJANV09	-0.47	-2.15
R2 ajusté	0.49	
SER	21.5%	
écart-type variable expliquée	30.2%	
DW	2.03	



* significative à 10%.



Où *consuel_gua* représente les attestations de conformité du Consuel à la Guadeloupe (désaisonnalisées) et *ijuin00* une indicatrice qui prend la valeur 1 en juin 2000.

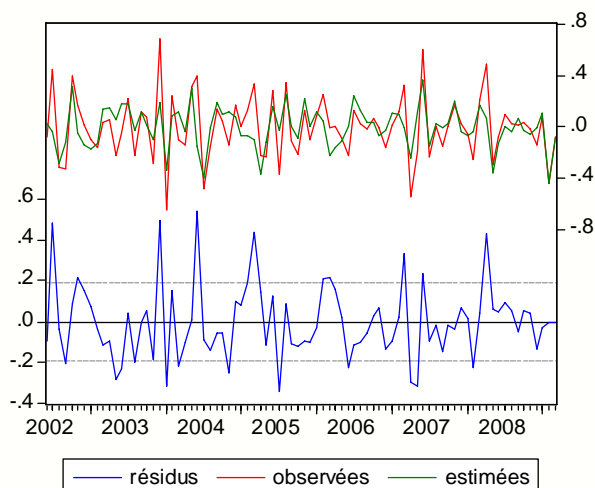
On constate que seule l'indicatrice pour le mois de janvier 2009 est significative ; le coefficient associé est estimé à environ -0.5 .

Martinique

L'équation est estimée sur la période 2002 M06 – 2009 M03 (82 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : *dlog(consuel_ma)*

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	0.61
<i>dlog(consuel_ma(-1))</i>	-0.71	-6.58
<i>dlog(consuel_ma(-2))</i>	-0.72	-5.72
<i>dlog(consuel_ma(-3))</i>	-0.43	-3.41
<i>dlog(consuel_ma(-4))</i>	-0.34	-3.20
IFEV09	-0.50	-2.59
IMARS09	-0.42	-2.12
R2 ajusté	0.39	
SER	19.1%	
écart-type variable expliquée	24.5%	
DW	2.07	



Où *consuel_ma* représente les attestations de conformité du Consuel à la Martinique (désaisonnalisées).

Le pouvoir explicatif de l'équation est relativement faible (R2 ajusté = 0.39)

On constate que les indicatrices pour les mois de février et mars 2009 sont significatives ; l'effet propre à la crise sur les attestations de conformité du Consuel serait supérieur (-0.9) à celui mesuré à la Guadeloupe (-0.5).

5 - Equations relatives aux nuitées hôtelières

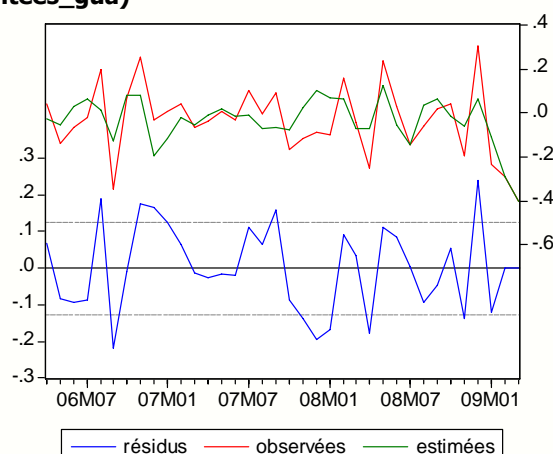
Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 2006 M04 – 2009 M03 (36 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : *dlog(nuitees_gua)*

Variable	Coefficient	t de Student
constante	-0.03	-1.29
<i>dlog(nuitees_gua(-1))</i>	-0.55	-3.29
<i>dlog(nuitees_gua(-2))</i>	-0.42	-2.31
IFEV09*	-0.26	-1.88
IMARS09	-0.63	-4.34
R2 ajusté	0.39	
SER	12.6%	
écart-type variable expliquée	16.1%	
DW	2.04	

* significative à 10%.



où *nuitees_gua* représente les nuitées hôtelières à la Guadeloupe (désaisonnalisées).



Le pouvoir explicatif de l'équation est relativement faible (R2 ajusté = 0.39).

On voit que les indicatrices pour les mois de février et de mars 2009 sont significatives (et non celle pour le mois de janvier 2009) ; la valeur cumulée des coefficients estimés est de l'ordre de -0.9.

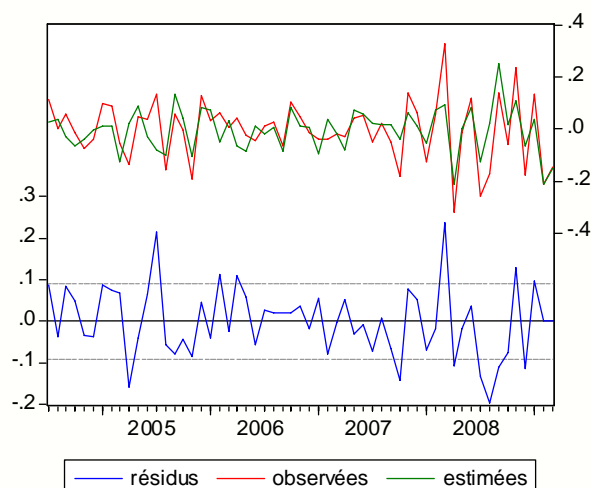
Martinique

L'équation est estimée sur la période 2004 M07 – 2009 M03 (57 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : dlog(nuitees_ma)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.00	-0.15
dlog(nuitees_ma(-1))	-0.46	-3.98
dlog(nuitees_ma(-2))	-0.37	-2.98
dlog(nuitees_ma(-4))*	-0.22	-1.91
dlog(nuitees_ma(-5))	-0.39	-3.00
dlog(nuitees_ma(-8))	0.30	2.28
dlog(nuitees_ma(-17))	0.49	3.21
IFEV09*	-0.19	-1.88
R2 ajusté	0.41	
SER	9.1%	
écart-type variable expliquée	11.9%	
DW	2.07	

* significative à 10%.



où nuitees_ma représente les nuitées hôtelières à la Martinique (désaisonnalisées).

Le pouvoir explicatif de l'équation est relativement faible (R2 ajusté = 0.41)

On voit que seule l'indicateur pour les mois de février est significative (et uniquement à 10 %) ; en outre, l'impact de la crise sociale sur les nuitées hôtelières ressort nettement moins marqué à la Martinique (-0.2) qu'à la Guadeloupe (-0.9).

6 - Chiffrage de l'impact du secteur touristique sur le PIB dans l'INSEE Antilles-Guyane (2007)

Selon l'INSEE Antilles-Guyane (2007), le secteur touristique représente 5 % du PIB à la Guadeloupe, ce qui peut s'écrire :

$$Y_T = 0.05.Y \quad (1)$$

où Y_T représente la valeur ajoutée touristique et Y le PIB.

On suppose que la valeur ajoutée touristique est plus élevée de 10% par rapport à ce qui a été constaté (cas proche de la Martinique), ce qui peut s'écrire :

$$\frac{\Delta Y_T}{Y_T} = 0.1 \quad (2)$$

On pose par ailleurs :

$$Y = Y_o + Y_T \quad (3)$$

où Y_o représente le PIB hors secteur touristique.



Toutes choses égales par ailleurs (i. e. Y_o est supposé fixe), on a donc :

$$\Delta Y = \Delta Y_T \quad (4)$$

$$\Leftrightarrow \Delta Y = 0.1.Y_T \text{ en utilisant (2)}$$

$$\Leftrightarrow \Delta Y = 0.1.0.05.Y \text{ en utilisant (1)}$$

$$\Leftrightarrow \frac{\Delta Y}{Y} = 0.005 = 0.5\%$$

Ainsi, si la valeur ajoutée touristique avait été supérieure de 10% par rapport à ce qui a été constatée, alors le PIB aurait été plus élevé d'un demi-point de pourcentage.

7 - Equations relatives aux indicateurs du secteur des secteurs agricole et agro-alimentaire

- Exportations de bananes

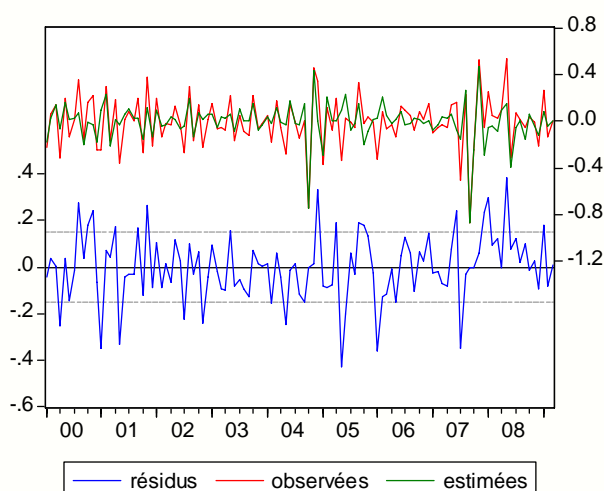
Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 2000 M01 – 2009 M03 (111 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : $dlog(\text{export_ban_gua})$

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.01	0.59
$dlog(\text{export_ban_gua}(-1))$	-0.61	-7.75
$dlog(\text{export_ban_gua}(-2))$	-0.26	-3.52
$dlog(\text{export_ban_gua}(-4))^*$	-0.13	-1.84
$dlog(\text{export_ban_gua}(-7))$	-0.19	-2.67
$dlog(\text{export_ban_gua}(-8))$	-0.22	-3.09
IOCT04	-0.78	-5.04
ISEPT07	-0.87	-5.57
IOCT07	-0.72	-4.32
R2 ajusté	0.53	
SER	15.2%	
écart-type variable expliquée	22.2%	
DW	1.99	

* significative à 10%.



Où export_ban_gua représente les exportations de bananes en volume à la Guadeloupe (désaisonnalisées) et isept07 et ioct07 deux indicatrices qui prennent la valeur 1 respectivement en septembre 2007 et en octobre 2007 (cyclone *Dean*).

On voit que les indicatrices relatives à la grève du port de Jarry de 2004 et au cyclone *Dean* d'août 2007 sont bien significatives (en particulier, l'effet propre au passage du cyclone *Dean* aurait été très important avec un coefficient estimé de l'ordre de 0,8 point pour les mois de septembre et d'octobre 2007). En revanche, les indicatrices pour les mois de janvier, février et mars 2009 (crise sociale) ne ressortent pas significatives.

Martinique

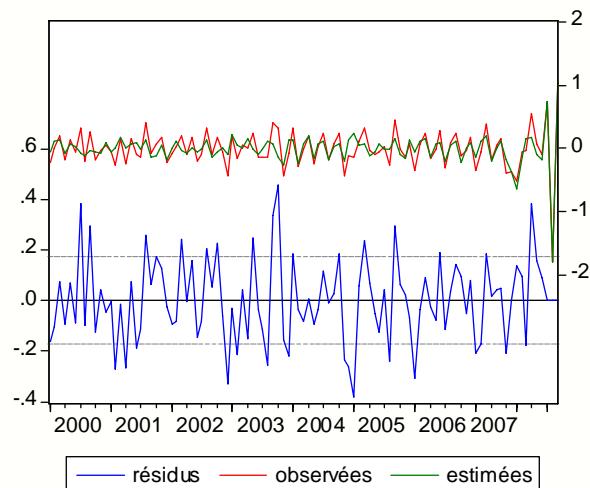
Pour la Martinique, la série utilisée est brute (en raison de certains mois où les exportations sont nulles comme en 1997 ou en 2007, la correction des variations saisonnières peut générer des valeurs négatives). De plus, les points où la valeur des exportations est nulle ont été éliminés de l'estimation.



L'équation est estimée sur la période 2000 M01 – 2009 M03 (101 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : $d\log(\text{export_ban_mar})$.

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.00	0.06
$d\log(\text{export_ban_mar}(-1))$	-0.49	-5.28
$d\log(\text{export_ban_mar}(-2))$	-0.39	-4.47
$d\log(\text{export_ban_mar}(-4))$	-0.24	-3.67
$d\log(\text{export_ban_mar}(-5))$	-0.12	-2.53
IAOUT07	-0.50	-2.79
IJANV09	0.71	4.05
IFEV09	-1.35	-7.13
IMARS09	0.55	2.37
R2 ajusté	0.69	
SER	17.4%	
écart-type variable expliquée	31.0%	
DW	2.10	



Où export_ban_mar représente les exportations de bananes en volume à la Martinique (brutes).

On constate que la valeur cumulée des coefficients des indicatrices pour les mois de janvier, février et mars 2009 est proche de 0. L'effet du cyclone Dean ressort également avec un coefficient estimé de -0.5 pour le mois d'août 2007 (toutefois, la comparaison avec l'équation obtenue pour la Guadeloupe est difficile dans la mesure où contrairement à cette dernière, la série ici considérée n'est pas corrigée des variations saisonnières).

- **Exportations de rhum**

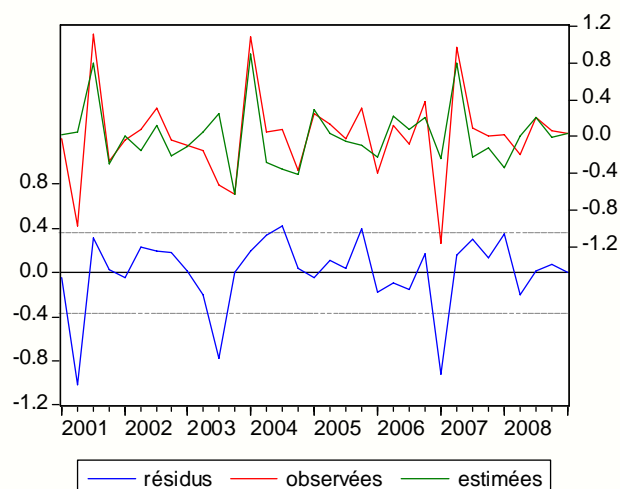
Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 2001 T1 – 2009 T1 (33 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : $d\log(\text{export_rhum_gua})$.

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.06	0.90
$d\log(\text{export_rhum_gua}(-1))$	-0.79	-4.78
$d\log(\text{export_rhum_gua}(-2))$	-0.54	-2.92
$d\log(\text{export_rhum_gua}(-3))$	-0.35	-2.17
IT403	-1.22	-3.13
IT109**	0.07	0.19
R2 ajusté	0.40	
SER	36.7%	
écart-type variable expliquée	47.6%	
DW	2.06	

** non significative.



Où export_rhum_gua représente les exportations de rhum en volume à la Guadeloupe (désaisonnalisées) et IT403 une indicatrice qui prend la valeur 1 au quatrième trimestre 2003.



La qualité de l'équation est médiocre (R^2 ajusté = 0.40 ; erreur élevée à certains points). De plus, l'indicatrice relative au premier trimestre 2009 n'est pas significative (et avec un signe contraire aux attentes).

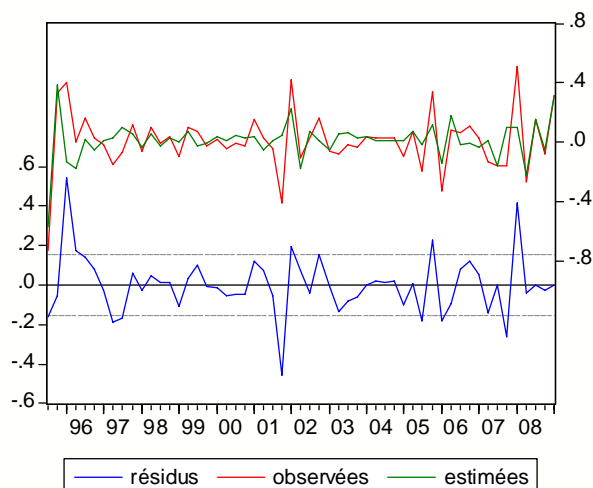
Martinique

L'équation est estimée sur la période 1995 T3 – 2009 T1 (55 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : $d\log(\text{export_rhum_mar})$

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.02	1.16
$d\log(\text{export_rhum_mar}(-1))$	-0.49	-5.88
IT307**	-0.25	-1.58
IT109**	0.25	1.60
R^2 ajusté	0.40	
SER	15.5%	
écart-type variable expliquée	20.1%	
DW	2.15	

** non significative.



Où export_rhum_mar représente les exportations de rhum en volume à la Martinique (désaisonnalisées).

La qualité de l'équation est relativement médiocre (R^2 ajusté = 0.40 ; un peu d'auto-corrélation des résidus).

On constate que l'indicatrice relative au premier trimestre 2009 n'est pas significative (et avec un signe contraire aux attentes).

8 - Equations relatives à la composante passée de l'ICA

Guadeloupe

L'équation est estimée sur la période 1998 T1 – 2009 T1 (45 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : $d(\text{CP_gua})$.

Variable	Coefficient	t de Student
constante	-0.05	-0.08
$D(\text{CP_GUA}(-1))$	-0.36	-2.75
IT404	-13.30	-3.40
IT109	-15.02	-3.75
R^2 ajusté	0.38	
SER	3.87	
écart-type variable expliquée	4.91	
DW	1.93	





Où CP_gua représente la composante passée de l'ICA à la Guadeloupe.

Le pouvoir explicatif de l'équation est relativement faible (R2 ajusté = 0.38) ; en particulier, l'équation retenue explique relativement mal la forte dégradation de la composante passée de l'ICA depuis fin 2007.

L'indicatrice pour le premier trimestre 2009 ressort significative (comme du reste celle pour le quatrième trimestre 2004).

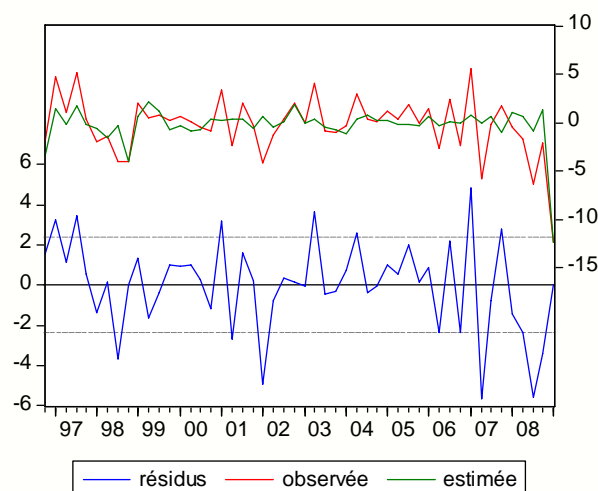
Martinique

L'équation est estimée sur la période 1996 T4 – 2009 T1 (50 points) par la méthode des moindres carrés ordinaires ; l'équation obtenue est la suivante :

Variable expliquée : d(CP_mar).

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.11	0.32
D(CP_MAR(-3))*	-0.25	-1.73
D(CP_MAR(-7))*	0.20	1.76
IT498	-5.51	-2.24
IT109	-11.70	-4.65
R2 ajusté	0.40	
SER	2.37	
écart-type variable expliquée	3.06	
DW	2.12	

* significative à 10%.



Où CP_mar représente la composante passée de l'ICA à la Martinique.

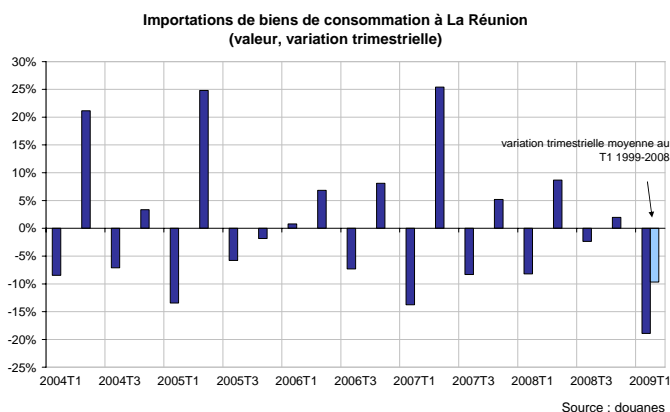
Comme pour la Guadeloupe, l'équation « passe » plutôt mal au second semestre 2008.

L'indicatrice pour le premier trimestre 2009 ressort significative avec un coefficient quelque peu inférieur à celui mis en évidence pour la Guadeloupe (à -12 contre -15 à la Guadeloupe), ce qui n'est pas surprenant compte tenu des effets identifiés ci-avant sur les différentes variables individuelles testées.

9 - Quelques tests sur l'économie réunionnaise

- Indicateurs de consommation des ménages

Importations de biens de consommation et immatriculations de véhicules neufs à La Réunion.



Source : douanes

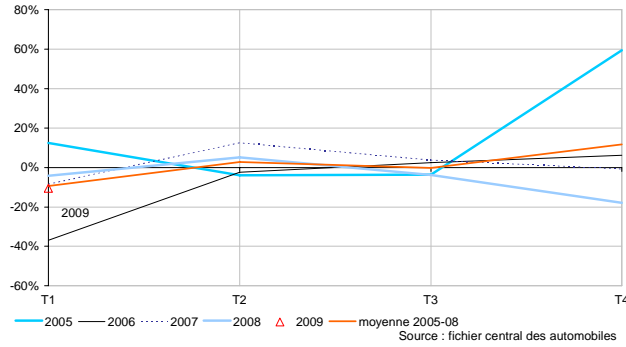
Variable expliquée : dlog(m_conso_reu)

Période estimation : 1997T2 - 2009T1 (48 points)

Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.02	3.34
dlog(m_conso_reu(-1))	-0.48	-4.12
dlog(m_conso_reu(-4))	-0.25	-2.11
IT106	0.09	2.20
IT109	-0.10	-2.41
R2 ajusté	0.42	
SER	3.9%	
écart-type variable expliquée	5.1%	
DW	2.02	



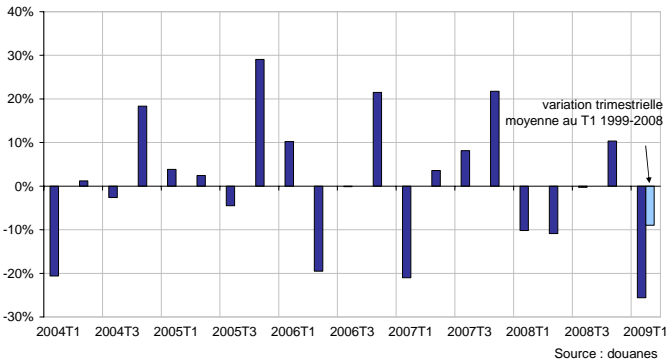
Immatriculations de véhicules de tourisme à la Réunion
(variation trimestrielle)



• Indicateurs d'investissement

Importations de biens d'équipement et solde d'opinion relatif à l'investissement
(enquête IEDOM) à La Réunion

Importations de biens d'équipement à la Réunion
(valeur, variation trimestrielle)

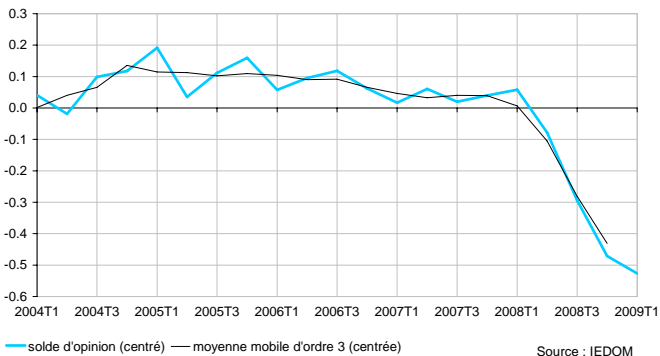


Variable expliquée : $dlog(m_equip_reu)$
Période estimation : 1997T4 - 2009T1 (46 points)

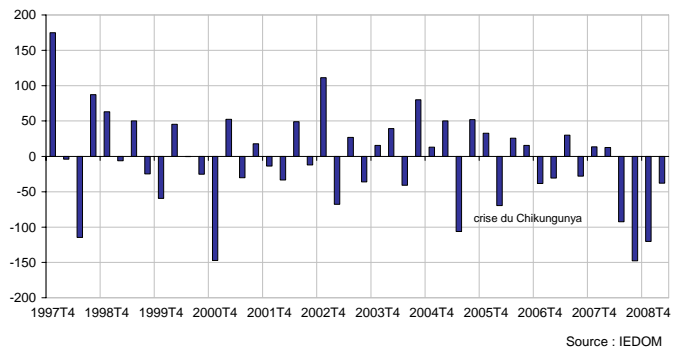
Variable	Coefficient	t de Student
constante	0.04	2.88
$dlog(m_equip_reu(-1))$	-0.36	-2.65
$dlog(m_equip_reu(-2))^*$	-0.22	-1.71
$dlog(m_equip_reu(-4))$	-0.31	-2.46
$dlog(m_equip_reu(-5))$	-0.28	-2.12
$dlog(m_equip_reu(-6))$	-0.25	-2.02
IT106	0.27	3.38
IT109	-0.18	-2.21
R2 ajusté	0.31	
SER	7.6%	
écart-type variable expliquée	9.2%	
DW	1.88	

* significative à 10%.

Solde d'opinion des entreprises relatif à l'investissement à la Réunion
(ensemble des entreprises, %)



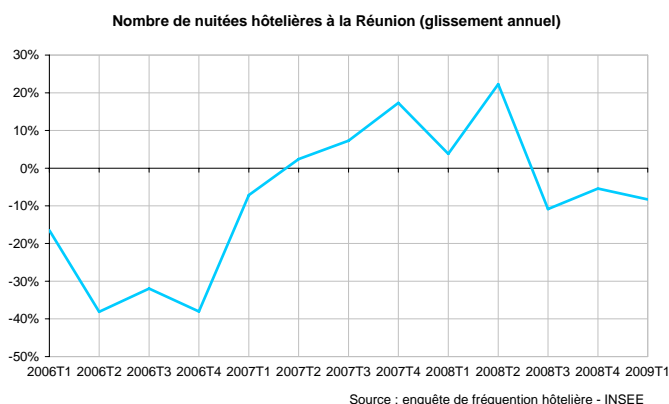
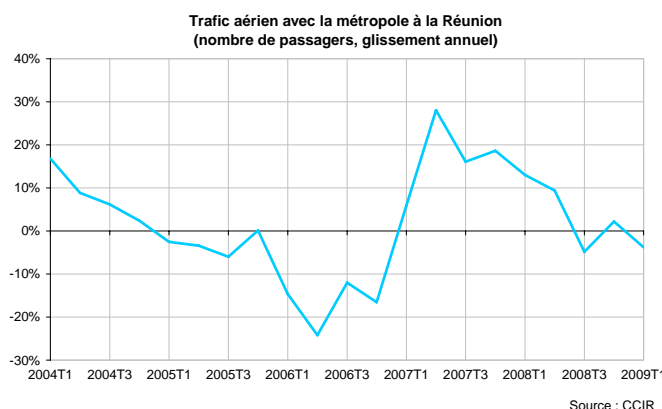
Variations trimestrielles du solde d'opinion des entreprises relatif à l'investissement à la Réunion (solde cvs centrés-réduit)





- Indicateurs de tourisme

Trafic aérien et nuitées hôtelières à La Réunion

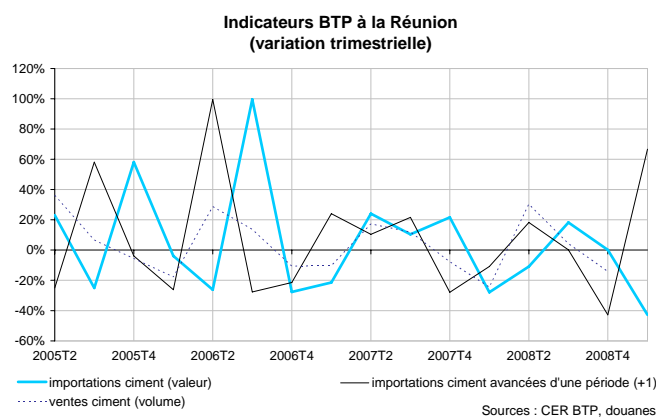


Réunion	
Trafic aérien (nombre de passagers)	
T1 2009	216 200
moyenne T1 2001-2008	207 312
écart	4%
Nombre de nuitées hôtelières	
T1 2009	192 696
moyenne T1 2006-2008	210 250
écart	-8%

- Indicateurs du BTP

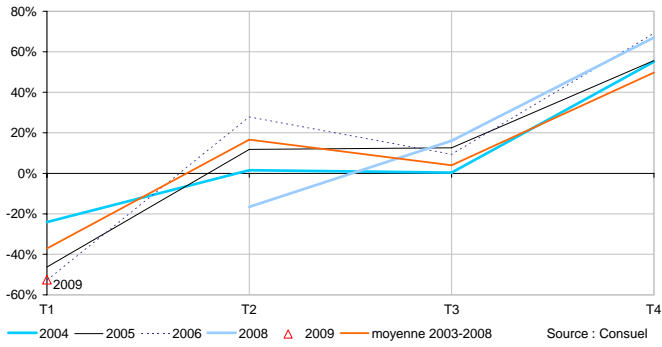
Les ventes de ciment s'arrêtent au T4 2008 à la Réunion (compte tenu du faible nombre d'opérateurs, à savoir 2, la diffusion des données a été interrompue). Celles-ci peuvent être a priori approximées par les importations de ciment ; toutefois, la corrélation entre ces deux séries est relativement faible (0,2), sauf à avancer les importations de ciment d'une période (la corrélation monte alors à 0,6). En d'autres termes, les importations de ciment seraient un indicateur retardé des ventes de ciment. Or, si les importations de ciment ont reculé de 42,8 % au premier trimestre 2009 (variation trimestrielle), elles ont crû de près de 67 % au T2 2009, ce qui présumerait d'une progression des ventes de ciment à cette date.

Ventes / importations de ciment et attestations de conformité électrique à La Réunion





Attestations de conformité électrique sur logements neufs à la Réunion (variation trimestrielle)



Variable expliquée : $dlog(consuel_reu)$
Période estimation : 1996T1-2009T1 (53 points)

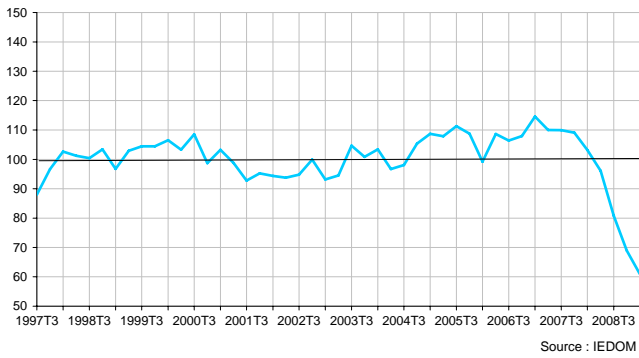
Variable	Coefficient	t-Statistic
C	0.01	0.50
$dlog(consuel_reu(-1))$	-0.61	-7.04
$dlog(consuel_reu(-2))$	-0.40	-5.02
IT400	-0.67	-6.37
IT101	0.72	5.96
IT109**	0.00	-0.02
R2 ajusté	0.80	
SER	10.4%	
écart-type variable expliquée	23.3%	
DW	2.19	

** non significative.

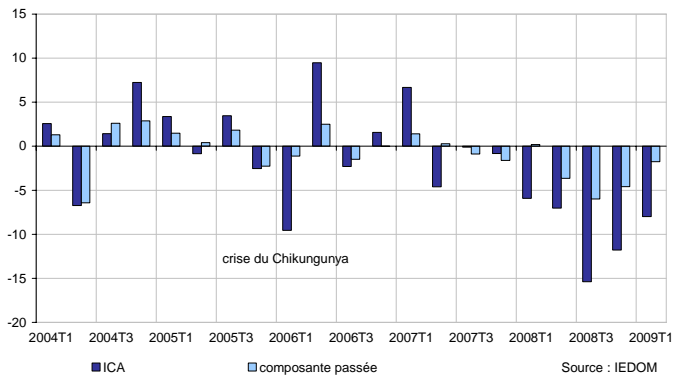
- ICA et composante passée de l'ICA

Indicateur de climat des affaires à La Réunion

Indicateur de climat des affaires à la Réunion (100 = moyenne longue période)



Variation de l'ICA et de sa composante passée à la Réunion



*

* *

